



Sénégal

Special Report

Enoch Randy Aikins

Last updated 24 April 2024 using IFs v7.84

Table of contents

Summary	4
Sénégal: Introduction	7
Sénégal: Chemin Actuel	8
Sénégal: Scénarios	
Relation entre les scénarios	
Scénario Démographie et Santé	
Scénario agricole	
Scénario éducation	
Scénario Manufacture/ Industrialisation	
Scénario de la ZLECAf	
Scénario infrastructure et le saut en avant	
Scénario de flux financiers	
Scénario de gouvernance	
Comparaison de Scénarios	17
Annex	27
Donors and Sponsors	38
Reuse our work	38
Cite this research	38



Cette page commence par une brève analyse des prévisions selon la **trajectoire actuelle** du Sénégal. L'étude présente la répartition et la structure actuelles de la population, le climat et la topographie du pays, ainsi qu'un aperçu du plan de développement national. La trajectoire actuelle est établie à partir de données sur le pays fournies par diverses entités. Nous donnons la priorité aux données provenant de sources nationales.

La section suivante compare l'évolution selon la **trajectoire actuelle de développement** avec celle qui se produirait dans **huit scénarios sectoriels** : Démographie et santé ; Agriculture ; Éducation ; Industrialisation ; Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ; Infrastructures et bond en avant ; Flux financiers ; et Gouvernance.

La troisième section compare l'impact de chacun des huit scénarios sectoriels entre eux et avec un **scénario combiné Agenda 2063** (qui reflète l'effet total des huit scénarios).

Les progrès sont mesurés sur diverses dimensions telles que le PIB (en taux de change du marché), le produit intérieur brut par habitant (PIBph) en parité de pouvoir d'achat, l'extrême pauvreté, les émissions de carbone, les changements dans la structure de l'économie et certaines dimensions sectorielles telles que les progrès concernant la durée moyenne de scolarité, l'espérance de vie, le coefficient de Gini ou la réduction des taux de mortalité.

Compte tenu de l'impact perturbateur du COVID-19 aux niveaux national et mondial, nous utilisons 2019 comme année de référence standard. Les prévisions s'étendent jusqu'en 2043, ce qui coïncide avec la fin du troisième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, le cadre de développement à long terme de l'Union africaine.

Les informations sont présentées sous forme de graphiques et appuyées par un texte interprétatif.

Tous les chiffres en dollars s'entendent en dollars américains de 2017.

Summary

Introduction

- Le Sénégal est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Situé en Afrique de l'Ouest, il est bordé à l'ouest par l'océan Atlantique, au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali et au sud par la Guinée et la Guinée-Bissau. Le Sénégal est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Scénarios

- Huit scénarios sectoriels sont présentés avec leurs impacts comparés aux prévisions selon la trajectoire actuelle et à un scénario combiné Agenda 2063 qui associe les huit scénarios sectoriels.
- **Le scénario Démographie et santé** verra le taux de mortalité infantile du Sénégal chuter de 31,5 décès pour 1 000 naissances en 2019 à 7,8 décès d'ici 2043, soit près de 3,2 décès de moins que les prévisions selon la trajectoire actuelle de développement. Avec ce scénario, le ratio population en âge de travailler/personnes à charge sera également porté à 1,9. Ce chiffre est supérieur à la moyenne de la trajectoire actuelle de 1,67 et à la moyenne de 1,7 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.
- **Dans le scénario Agriculture**, la production agricole annuelle au Sénégal augmentera de 19 % par rapport à la trajectoire actuelle pour atteindre 17 millions de tonnes d'ici 2043. En conséquence, les importations nettes de produits agricoles devraient atteindre 34 %, soit 10 points de pourcentage de moins que la moyenne de 44 % prévue selon la trajectoire actuelle.
- En 2019, la durée moyenne de scolarité atteinte par les adultes âgés de 15 à 24 ans au Sénégal était de 5,5 années. Ce chiffre est inférieur à la moyenne de 8,8 années pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Dans **le scénario Éducation**, la durée moyenne d'éducation des adultes au Sénégal augmentera de 0,7 an de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle pour atteindre 7,7 ans d'ici 2043. Avec ce scénario, les résultats moyens aux tests des élèves du primaire et du secondaire s'améliorent également.
- Le scénario Industrialisation prévoit des progrès substantiels sur cet axe. La part du secteur manufacturier devrait ainsi atteindre environ 27,2 % du PIB (41,1 milliards de dollars) d'ici 2043, soit environ 3,4 points de pourcentage de plus par rapport à la trajectoire actuelle.

- Dans le scénario Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la somme des exportations et des importations du Sénégal en pourcentage du PIB sera supérieure d'environ 19 points de pourcentage à la trajectoire actuelle pour atteindre 77,2 % d'ici 2043. Le déficit commercial du Sénégal dans la ZLECAf représentera environ 9,2 % du PIB d'ici cette date.
- Dans le scénario **Infrastructures et bond en avant**, 96,7 % des Sénégalais devraient avoir accès à l'électricité d'ici 2043, contre 89,4 % selon les prévisions du scénario de base. En conséquence, 86 % des ménages du Sénégal devraient utiliser des combustibles modernes pour cuisiner par rapport à la trajectoire actuelle d'ici 2043.
- Dans le scénario **Flux financiers**, les recettes publiques devraient atteindre 34,8 milliards de dollars en 2043, soit 25,2 % du PIB. Par rapport à la trajectoire actuelle, ce scénario pourrait améliorer les recettes publiques du Sénégal de près de 1,9 milliard de dollars supplémentaires d'ici 2043.
- Dans le scénario **Gouvernance**, le score du Sénégal sur l'indice de sécurité de la gouvernance sera d'environ 3,1 % supérieur à la trajectoire actuelle. En outre, les scores de capacité et d'inclusion du pays enregistrent respectivement une amélioration de 10,6 % et 12,8 % par rapport à la trajectoire actuellement prévue d'ici 2043.

Comparaisons de scénarios

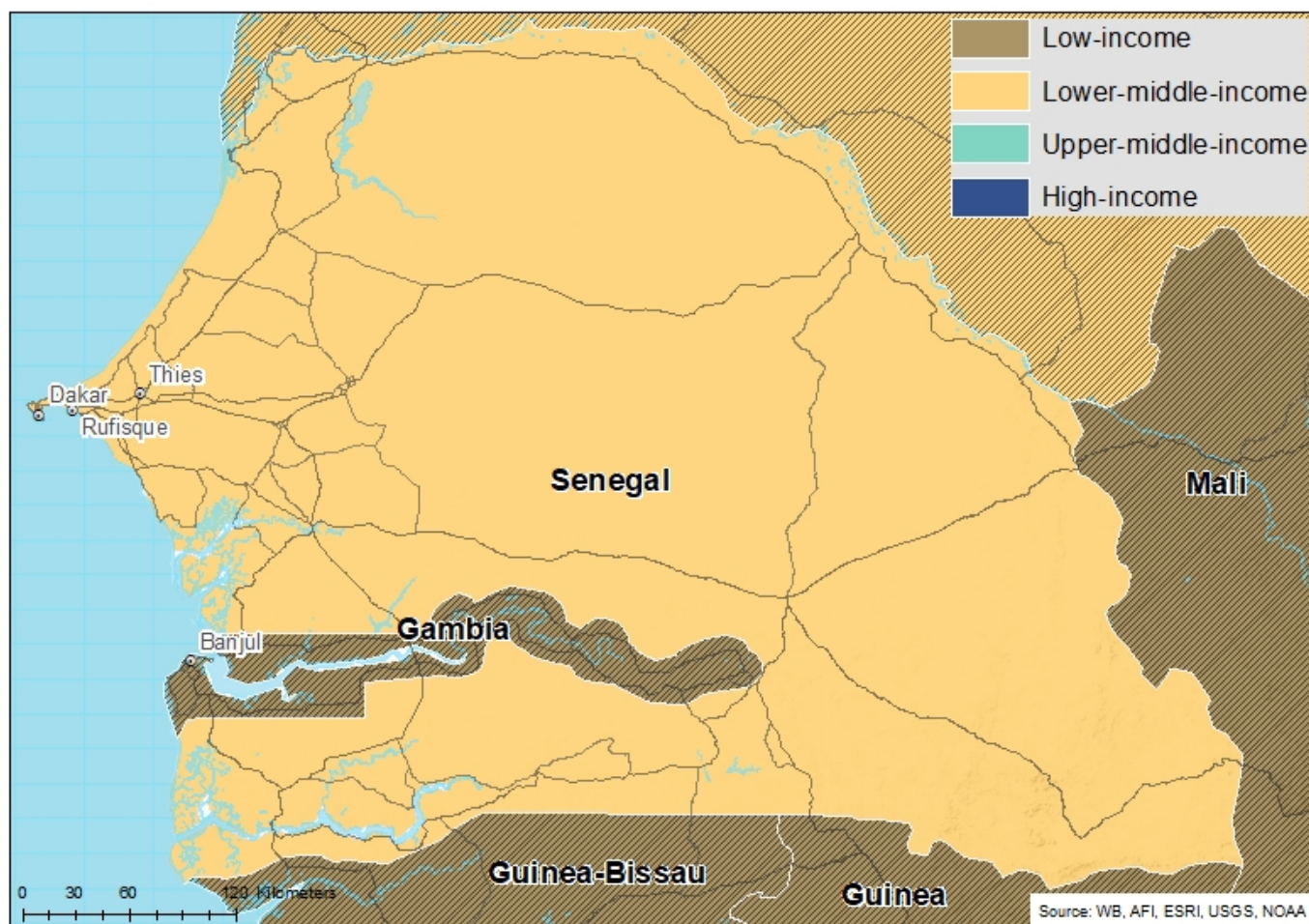
- D'ici 2043, le PIB par habitant du Sénégal connaîtra des améliorations significatives selon divers scénarios. C'est le scénario ZLECAf qui aura le plus grand impact sur le PIB par habitant, ce qui montre les avantages que peuvent procurer des échanges intra-africains. Viennent ensuite les scénarios Industrialisation et Gouvernance, respectivement. Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction de l'extrême pauvreté au Sénégal, suivi par les scénarios Gouvernance et Démographie et santé.
- Scénario combiné de l'Agenda 2063
 - Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars dans le scénario combiné Agenda 2063. Cette augmentation de 86 % équivaut à 113,7 milliards de dollars supplémentaires par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle. De même, dans le scénario combiné, le PIB par habitant du Sénégal devrait augmenter à 12 502 dollars américains d'ici 2043, soit 73 % de plus que les prévisions de la trajectoire actuelle.
 - D'ici 2043, le secteur des services sera toujours le plus grand contributeur au PIB avec 63,4 %, suivi du secteur manufacturier avec une part de 23,5 %. La part du secteur agricole diminue à 3,5 % dans le scénario combiné Agenda 2063.
 - Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de pauvres au Sénégal diminuent considérablement. D'ici 2043, environ 863 000 personnes dans le pays, soit 3,2 % de la population, vivront dans l'extrême pauvreté, ce qui signifie que 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient sortir de la pauvreté d'ici 2043 dans ce scénario.
 - Les inégalités au Sénégal seront légèrement inférieures dans le scénario combiné Agenda 2063 que dans le scénario (trajectoire actuelle), avec un coefficient de Gini de 0,34 d'ici 2043 au lieu de 0,38 selon les prévisions de la trajectoire actuelle.
 - Les émissions totales de carbone du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes dans le scénario combiné Agenda 2063. C'est 46,2 % de plus que ce qui est estimé dans les prévisions sur la trajectoire actuelle de développement (scénario de base) pour la même année.
 - Le scénario de l'Agenda combiné 2063 montre une augmentation de la demande énergétique, créant un déficit énergétique plus important, les énergies renouvelables devenant la source d'énergie dominante, dépassant le pétrole et le gaz.

Scénario combiné Agenda 2063

- ◦ Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars selon le scénario combiné Agenda 2063. Cette augmentation de 86 % équivaut à 113,7 milliards de dollars supplémentaires par rapport à la trajectoire actuelle. De même, dans le scénario combiné, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 12 502 dollars d'ici 2043, soit 73 % de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle.
- D'ici 2043, le secteur des services sera toujours le plus grand contributeur au PIB avec 63,4 %, suivi du secteur manufacturier avec une part de 23,5 %. La part du secteur agricole diminue à 3,5 % dans le scénario combiné Agenda 2063.
- Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de personnes pauvres au Sénégal affichent une chute spectaculaire. D'ici 2043, environ 863 000 personnes dans le pays, soit 3,2 % de la population, vivront dans l'extrême pauvreté, ce qui signifie que 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient sortir de la pauvreté d'ici 2043 avec ce scénario.
- Dans le scénario combiné Agenda 2063, les inégalités au Sénégal seront légèrement inférieures au scénario de base avec un coefficient de Gini de 0,34 d'ici 2043, au lieu de 0,38 selon la trajectoire actuelle.
- Les émissions totales de carbone du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes dans le scénario combiné Agenda 2063. C'est 46,2 % de plus que les estimations réalisées selon la trajectoire actuelle de développement pour la même année.

Sénégal: Introduction

Graphique 1 : Carte politique du Sénégal



Le Sénégal est un pays plat situé dans la dépression connue sous le nom de bassin **Sénégal-Mauritanie**. Il possède un climat tropical sec avec deux saisons : une saison sèche de novembre à juin et une saison des pluies de juillet à **octobre**. Le pays abrite également d'importants gisements de minéraux, notamment de l'or, du phosphate, du fer, de l'uranium, du lithium, de l'étain et du molybdène.

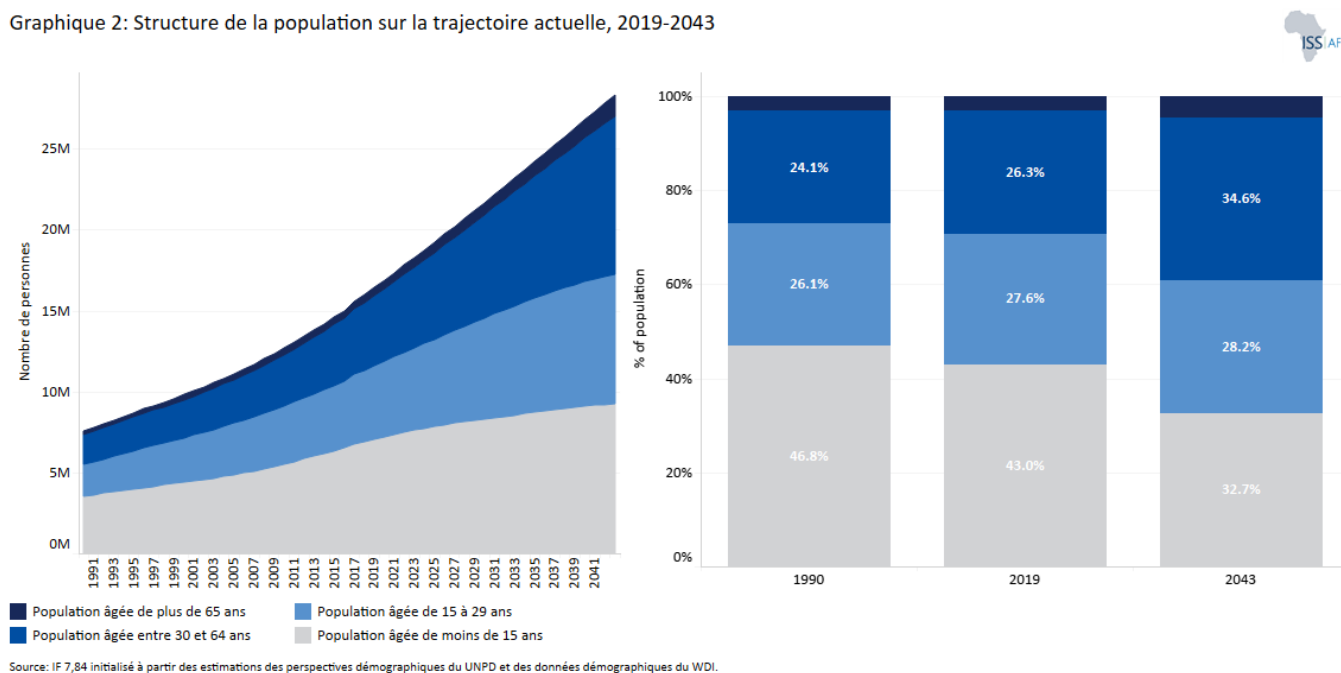
En 1958, l'électorat sénégalais vote en faveur de l'adhésion à la Communauté française et le **Sénégal** devient un État indépendant au sein de la Communauté française en 1960. Le Parti socialiste sénégalais (PSS), fondé par le premier président du pays, Léopold Senghor, a ensuite dirigé le pays pendant 40 ans. Le Sénégal a connu un régime à parti unique jusqu'en 1976, date à laquelle l'État a autorisé l'existence de trois partis politiques. Le Parti démocratique sénégalais (PDS) est alors devenu le principal parti d'opposition. Le président Senghor a dirigé le pays pendant deux décennies jusqu'à sa démission volontaire en 1980, qui a conduit à la libéralisation complète du système de partis politiques au Sénégal[x]. Il a été remplacé par le président Abdou Diouf, également membre du PSS, qui a dirigé le pays pendant encore deux **décennies**.

L'année 2000 a marqué un tournant important dans l'histoire politique du **Sénégal**. La transition politique pacifique entre le président sortant Diouf et Abdoulaye Wade, leader de longue date du PDS, le parti d'opposition, a consolidé la démocratie du pays et l'a positionné comme un brillant exemple dans la région de l'Afrique de l'Ouest. En 2008, Macky Sall, qui était Premier ministre de l'administration du président Wade (2004 à 2007), a été démis de ses fonctions après avoir

créé son propre parti politique, l'Alliance pour la République (APR). Il a ensuite battu le président Wade aux élections présidentielles de 2012, conduisant ainsi à une nouvelle transition politique pacifique et mettant fin au règne de 12 ans du **président Wade**. En 2019, le mandat du président Sall a été renouvelé pour 5 ans avec un score de 58 % des voix au premier tour **des élections**.

Sénégal: Chemin Actuel

Graphique 2: Structure de la population sur la trajectoire actuelle, 2019-2043



Le graphique 2 présente la structure par âge de la population jusqu'en 2043 (prévisions selon la trajectoire actuelle).

La population du Sénégal a plus que doublé, passant de 7,5 millions d'habitants en 1990 à 16,3 millions en 2019. Cela fait du Sénégal le septième pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest et le 23^e d'Afrique. En 2019, son taux de croissance démographique de 2,7 % (en baisse par rapport au niveau de 3 % en 1990) était le huitième d'Afrique de l'Ouest et le 17^e taux de croissance démographique le plus élevé d'Afrique.

Le taux de fécondité au Sénégal est passé de 6,5 naissances par femme en 1990 à 4,6 naissances par femme en 2019, ce qui était légèrement supérieur à la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (de 4,3 naissances par femmes). En raison de ce taux élevé, la population compte une forte proportion de jeunes, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains à revenu faible ou intermédiaire. En 2019, 43,7 % de la population sénégalaise était âgée de moins de 15 ans, tandis que 55 % appartenaient à la tranche d'âge des 15 à 64 ans (en âge de travailler) et 3,1 % étaient âgés de plus de 65 ans. Une comparaison avec les données de 1990 révèle que la structure de la population du Sénégal n'a pas fondamentalement changé au cours des trois dernières décennies, probablement en raison du taux de fécondité élevé associé à de mauvais résultats en matière de santé.

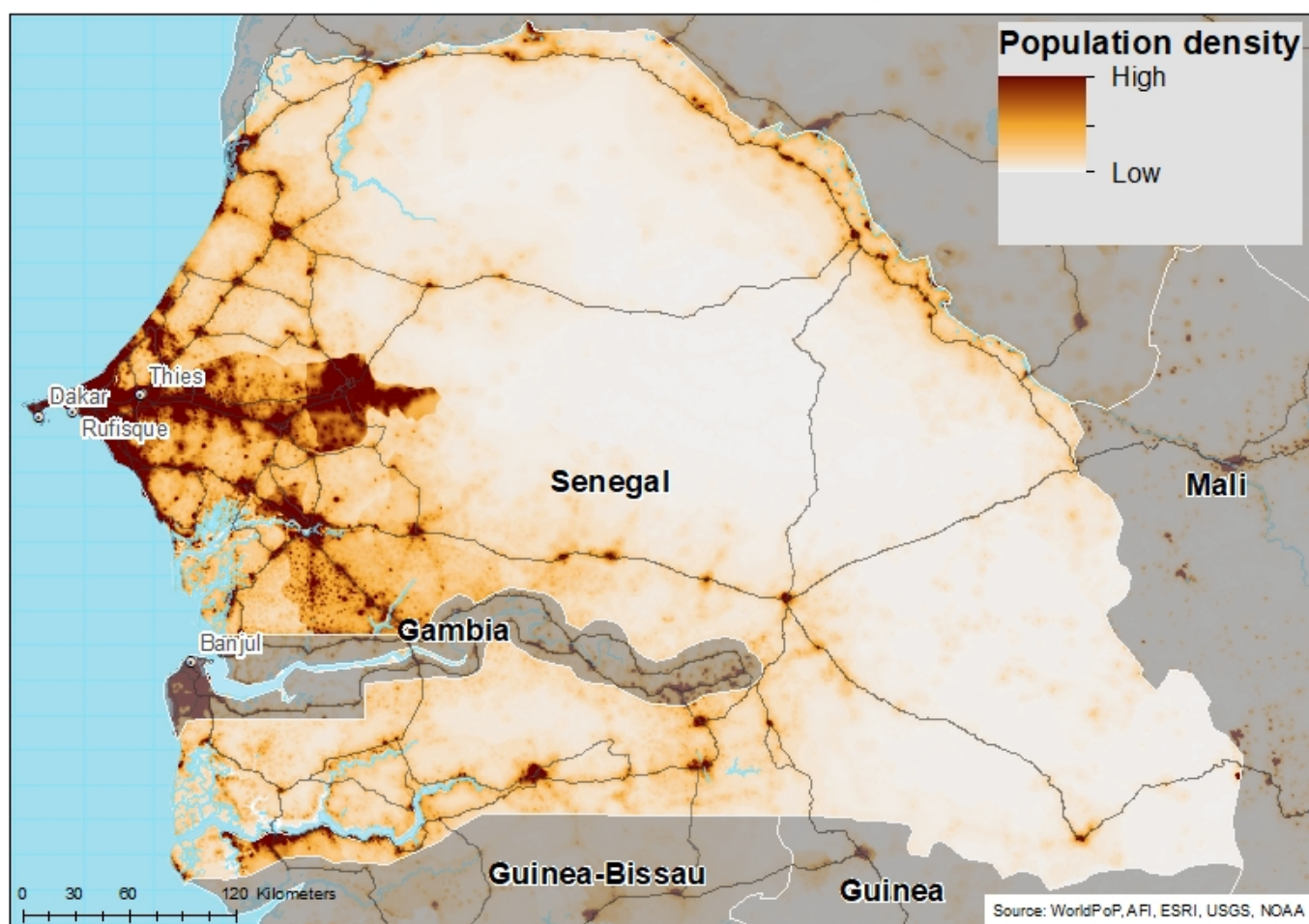
L'explosion démographique de la jeunesse (le rapport entre la population âgée de 15 à 29 ans et la population adulte totale) au Sénégal s'élevait à environ 47,8 % en 2019—un chiffre en légère baisse par rapport au niveau de 49 % en 1990, mais supérieur à la moyenne de 46 % en Afrique et de 47 % en Afrique de l'Ouest. L'âge médian au Sénégal en 2019 était de 18,2 ans, soit une augmentation par rapport à l'âge médian de 16,3 ans enregistré en 1990. Ce chiffre se situe au-dessus de la moyenne de 18 ans en Afrique de l'Ouest, mais en dessous de l'âge médian de 19,7 ans en Afrique. Le

groupe de personnes en âge de travailler, qui représente la plus grande part de la population, associé à la population jeune, peut constituer une source potentielle de croissance, à condition que la main-d'œuvre soit bien formée et qu'un nombre suffisant d'emplois soient créés.

Cependant, ce taux de croissance impressionnant au fil des ans n'a pas généré le nombre d'emplois nécessaire pour absorber la hausse de la main-d'œuvre dans le pays. Ainsi, la demande d'emploi est deux fois plus importante que l'offre, car la population jeune et en croissance rapide continue d'exercer une pression sur ce secteur. Le chômage est élevé chez les femmes et les jeunes, avec un taux estimé à environ 22 % et 16 %, respectivement. Cela s'explique en partie par un déficit de compétences sur le marché du travail dû à une formation qui ne correspond généralement pas aux exigences du marché du travail.

Le taux de croissance démographique du Sénégal devrait tomber à 1,8 % d'ici 2043, et la population totale devrait atteindre 28,2 millions de personnes d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. D'ici là, l'âge médian devrait atteindre près de 24 ans et la proportion de jeunes devrait chuter à 42 %. La proportion de personnes de moins de 15 ans diminuera à 32,7 %, tandis que la part de la population active et de la population âgée de 65 ans et plus augmentera respectivement à 62,8 % et 4,5 % d'ici 2043. Une croissance démographique aussi rapide entrave le développement et condamne le Sénégal à des améliorations très modestes des revenus moyens, compte tenu des exigences imposées au fisc pour répondre aux besoins de la population en croissance rapide.

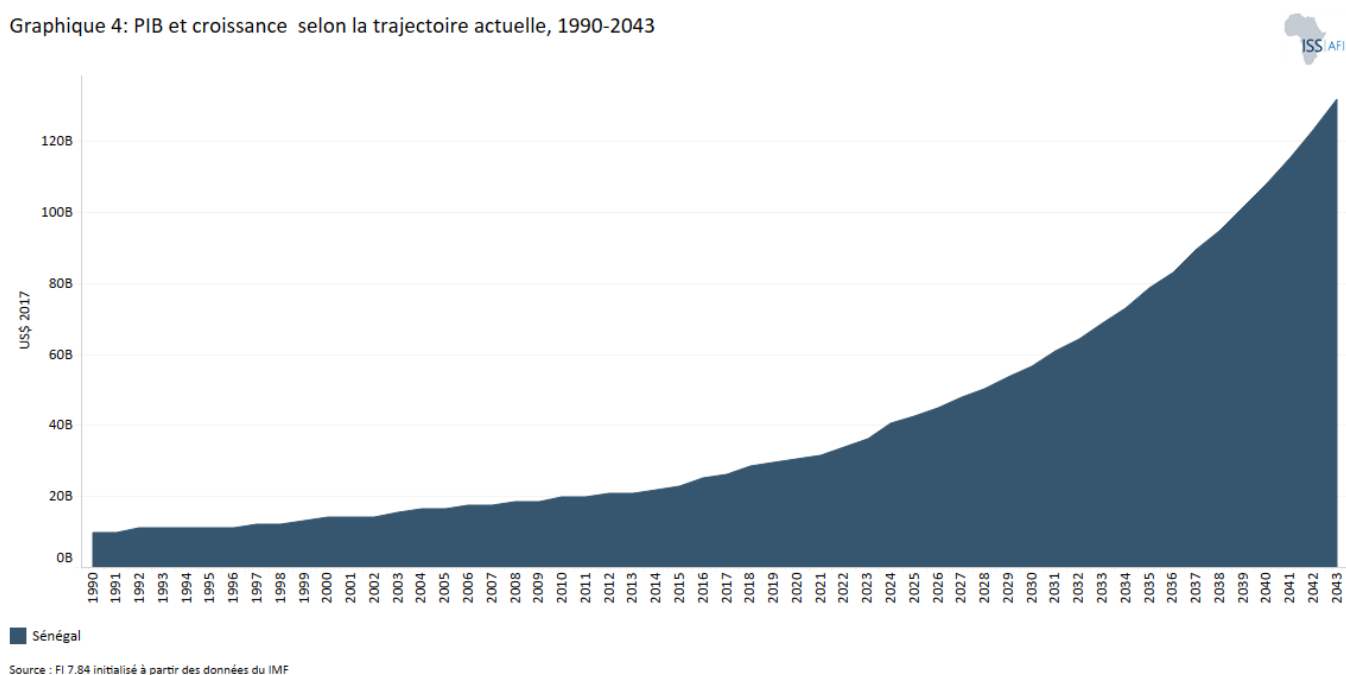
Graphique 3 : Carte de répartition de la population, 2022



Le graphique 3 présente une carte de densité de population.

Le Sénégal possède un climat relativement sec et son littoral longe l’océan Atlantique, à l’extrême ouest du Sahel. Il s’agissait en 2019 du huitième pays le plus densément peuplé d’Afrique de l’Ouest et du dix-neuvième pays le plus densément peuplé d’Afrique. Sa densité de population estimée à 0,83 personne par hectare en 2019 était supérieure à la moyenne africaine, qui s’établit à 0,44 personne par hectare. La ville portuaire de Dakar, sur l’océan Atlantique, présente une superficie totale réduite de 83 km² pour une population supérieure à un million d’habitants, soit plus de 25 % de la population totale du Sénégal. Dakar est la seule ville sénégalaise de plus d’un million d’habitants, suivie de Touba avec une population d’environ 800 000 personnes. Parmi les autres villes densément peuplées figurent Pikine et Thiès. Les autres régions sont peu peuplées, la plupart des villes comptant moins de 300 000 habitants. Par exemple, la densité de population dans la région de Tambacounda n’est que de onze habitants au kilomètre carré. Parmi les autres zones peu peuplées, l’on peut citer Matam, Kédougou, Pout, Sali et Sebikotane[x]. La densité de population du Sénégal devrait atteindre 1,5 personne par hectare d’ici 2043, ce qui est presque comparable à la moyenne prévue en Afrique de l’Ouest

Graphique 4: PIB et croissance selon la trajectoire actuelle, 1990-2043



Le graphique 4 présente la taille de l’économie du Sénégal depuis 1990 avec son évolution prévue jusqu’en 2043, y compris le taux de croissance associé.

L’économie sénégalaise tourne traditionnellement autour d’une seule culture de rente, à savoir l’arachide. Cela rend l’économie vulnérable aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et aux chocs externes. Cependant, le gouvernement s’est efforcé de diversifier à la fois les cultures commerciales et l’agriculture de subsistance en soutenant le développement de produits tels que le coton et la canne à sucre et en promouvant les secteurs non agricoles. La pêche, les phosphates et le tourisme sont devenus des sources majeures de devises depuis le début du XXI^e siècle.

En 2019, l’économie sénégalaise était la quatrième d’Afrique de l’Ouest après le Nigeria, la Côte d’Ivoire et le Ghana, et la treizième parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Son PIB mesuré aux taux de change du marché (TCM) a presque triplé, passant de 9,2 milliards de dollars en 1990 à 29,4 milliards de dollars en 2019. Le taux de croissance moyen du PIB au cours de cette période est estimé à 3,7 % par an, soit un taux inférieur à la moyenne de 3,9 % pour les pays à revenu intermédiaire en Afrique. L’économie du pays a connu une forte croissance ces dernières années. Entre 2014 et 2018, elle a progressé de plus de 6 % par an—une performance historique occasionnée par la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) lancé en 2014. Cet exploit remarquable peut être attribué aux diverses réformes structurelles dans le secteur agricole et industriel lancées grâce au PSE.

Comme dans de nombreux pays, ces fortes perspectives de croissance économique ont été tronquées par la pandémie de COVID-19 en 2020. Les mesures et protocoles restrictifs institués pour contrôler le virus ont réduit les activités économiques, entraînant une contraction du PIB de 1,3 % en 2020 – soit la plus forte baisse depuis une décennie. L'économie s'est rapidement redressée, avec une croissance de 6,5 % en 2021, mais a chuté à 4,2 % en 2022. Le ralentissement de 2022 est imputable à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a aggravé les dommages infligés à l'économie par la pandémie de COVID-19, en particulier sur les prix des matières premières. Cette conjoncture a entraîné une dégradation des termes de l'échange et une hausse de l'inflation, des déficits budgétaires et de l'encours de la dette. L'inflation annuelle a atteint en 2022 un sommet inédit depuis plusieurs décennies de 14,1 %, principalement en raison de la forte inflation des produits alimentaires, qui représentent près de la moitié du panier de l'indice des prix à la consommation et ont augmenté de 15 % en 2022.

Des dépenses publiques considérables, notamment les subventions aux carburants et à l'électricité, associées à une augmentation de 20 % des salaires du secteur public, ont conduit à un important déficit budgétaire et à une dette publique largement financée par des emprunts extérieurs. Le ratio dette/PIB du pays est passé de 28,5 % à 63,9 % entre 2010 à 2019 et a atteint 69,1 % en 2020 du fait des dépenses liées au COVID-19. Fin 2022, la dette publique totale était estimée à environ 75,2 % du PIB, au-dessus du seuil de viabilité de la dette de 70 % pour les économies émergentes.

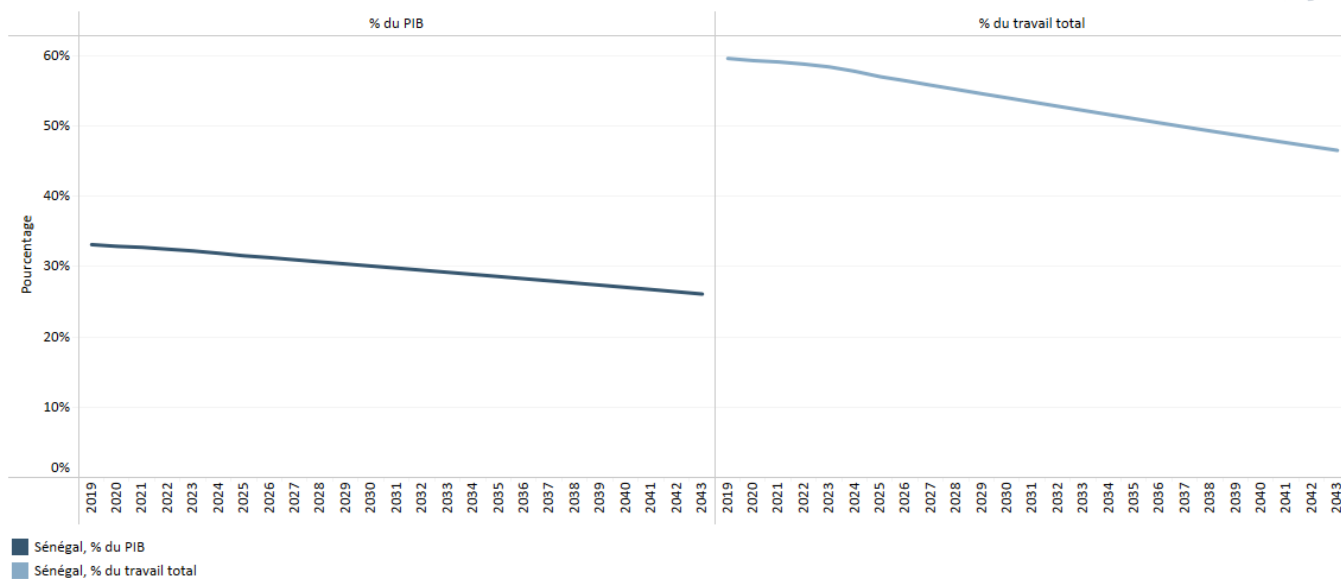
Les principaux défis structurels auxquels le pays est confronté comprennent les aléas climatiques (sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer et érosion côtière), la fluctuation des prix des matières premières, un déficit commercial et courant élevé, un important déficit budgétaire et une dette croissante associée. La faible productivité et le niveau élevé d'activités informelles entravent la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. L'instabilité politique et l'insécurité grandissante en Afrique de l'Ouest menacent également la paix, la stabilité et le développement à long terme du Sénégal.

Le gouvernement est désormais confronté à la lourde tâche d'atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19, de promouvoir une croissance durable et inclusive et de traduire ces acquis en réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en répondant à ses besoins de développement à long terme et en garantissant la viabilité de la dette. Avec l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19 et le soutien des donateurs, l'économie devrait rebondir car le Sénégal dispose toujours d'un fort potentiel de croissance. Le pays fait face à un avenir optimiste avec une croissance économique qui devrait rebondir à 5,3 % en 2023, ce qui en ferait l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne. Cette forte croissance économique sera stimulée par l'émergence de l'exploration pétrolière et gazière, qui a été retardée par la pandémie de COVID-19. Selon les prévisions, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 10,6 % en 2024 et 7,4 % en 2025, principalement grâce à la production de pétrole et de gaz. Cet essor sera toutefois de courte durée[x].

Dans le cadre des mesures d'assainissement budgétaire, le gouvernement a adopté une feuille de route visant à échelonner les subventions énergétiques d'ici 2025 et à abandonner les financements non concessionnels au profit d'un financement plus national sur le marché régional. Le pays a également signé un accord de financement de 36 mois avec le Fonds monétaire international (FMI) d'une valeur de 1,5 million de dollars reposant sur trois piliers principaux : 1) consolidation budgétaire et réduction de la dette, 2) amélioration de la gouvernance du secteur public et lutte contre le blanchiment d'argent et 3) promotion d'une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

Selon la trajectoire actuelle, le PIB du Sénégal devrait plus que quadrupler pour atteindre 132 milliards de dollars d'ici 2043. Cette augmentation du PIB reflète la forte croissance économique attendue au cours des 24 prochaines années.

Graphique 5: Taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB et en pourcentage de la main d'œuvre totale (non agricole), 2019-2043..



Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 5 présente la taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB, ainsi que le pourcentage de la main-d'œuvre non agricole totale participant à cette économie. Voir également le graphique 33 qui présente l'impact du scénario combiné sur le secteur informel.

Les estimations et les données sur le secteur informel sont souvent peu fiables et doivent être traitées avec prudence. Les chercheurs font généralement la distinction entre l'économie souterraine et l'économie informelle. Selon l'OIT : « L'économie informelle se réfère à toutes les activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui – en vertu de la législation ou de la pratique – ne sont pas couvertes ou pas insuffisamment couvertes par des dispositions **formelles**. » Lorsque les données ne sont pas disponibles, la plateforme IFs réalise une estimation. Il convient de noter que la définition de l'emploi dans l'économie informelle établie par l'OIT exclut le secteur agricole.

Comme dans la plupart des pays africains, le secteur informel est une bouée de sauvetage pour de nombreuses personnes au Sénégal. Selon un rapport de l'OIT de 2020, neuf travailleurs sur dix au Sénégal occupent un emploi informel et 97 % des chaînes de valeur économiques non agricoles opèrent dans l'économie **informelle**. Un rapport plus récent de l'OIT de 2022 le confirme, indiquant que 96 % de la population économiquement active se trouve dans le secteur **informel**. L'économie informelle se compose principalement de travailleurs journaliers. Beaucoup n'ont pas de contrat et ne bénéficient d'aucune forme de filet de protection sociale.

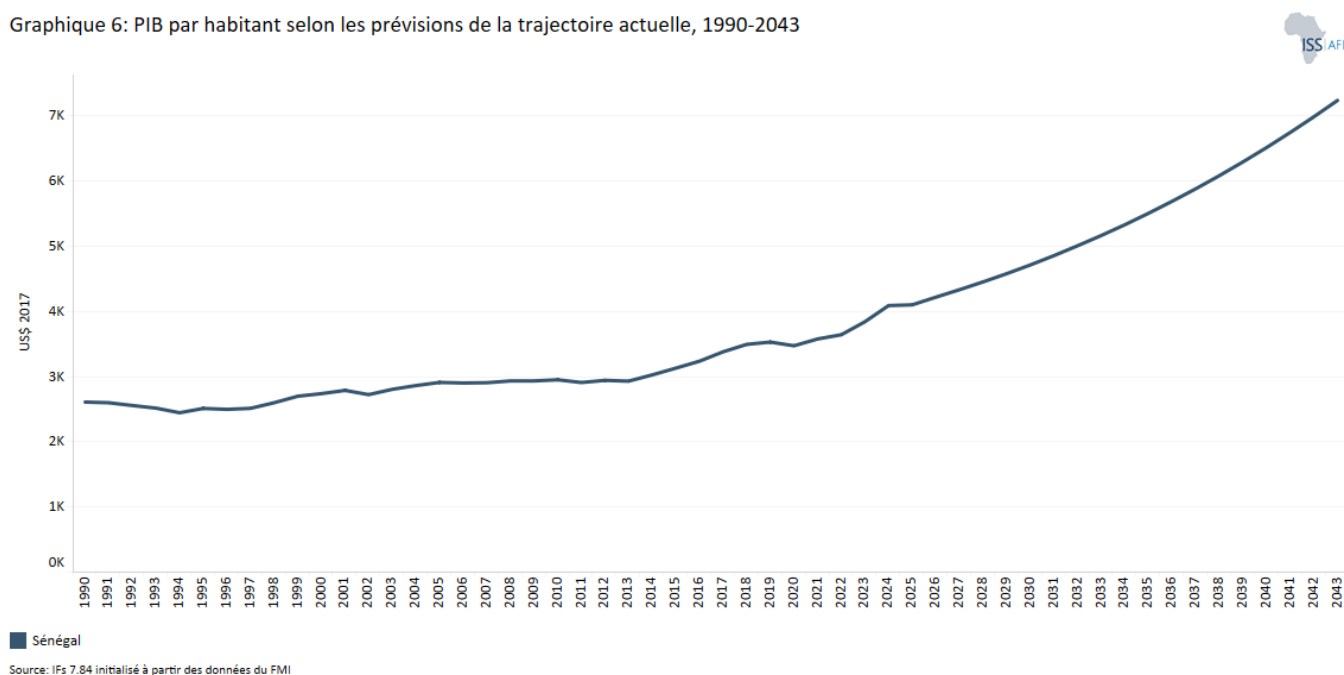
L'économie informelle au Sénégal est également dominée par les femmes, notamment dans la capitale, Dakar. Les groupes de travailleurs du secteur informel comprennent les travailleurs domestiques, les commerçants des marchés, les travailleurs à domicile, les vendeurs ambulants, les ramasseurs de déchets et les travailleurs des transports. Rien qu'à Dakar, ces six groupes constituent 77 % des **emplois**^[4].

En 2019, le secteur informel au Sénégal représentait environ 33 % du PIB, soit plus que la moyenne de 29,5 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal possède le neuvième secteur informel en importance, ce qui suggère qu'il parvient moins bien à formaliser son économie que la moyenne des autres pays africains du même groupe de revenu. Le secteur informel devrait diminuer légèrement pour atteindre 26,1 % du PIB d'ici 2043, soit un recul de près de sept points de pourcentage sur une période de 24 ans. Cette réduction projetée de la taille de l'économie informelle est de bon augure pour les

recettes publiques. Au cours de la période de prévision, le Sénégal affichera des résultats relativement médiocres par rapport à ses pairs à revenu intermédiaire inférieur, même s'il finira par combler l'écart. En 2043, le Sénégal aura le dixième plus grand secteur informel parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Bien que l'économie informelle fournisse un filet de sécurité à une population nombreuse et croissante en âge de travailler dans le pays, elle entrave la croissance économique. La réduction de l'informalité permettra à davantage de personnes de bénéficier de meilleurs salaires et de mesures redistributives. Les autorités doivent donc prendre des mesures pour diminuer la taille de l'économie informelle en réduisant les obstacles à l'enregistrement d'une entreprise, en luttant contre la corruption et en améliorant l'accès au financement.

Graphique 6: PIB par habitant selon les prévisions de la trajectoire actuelle, 1990-2043

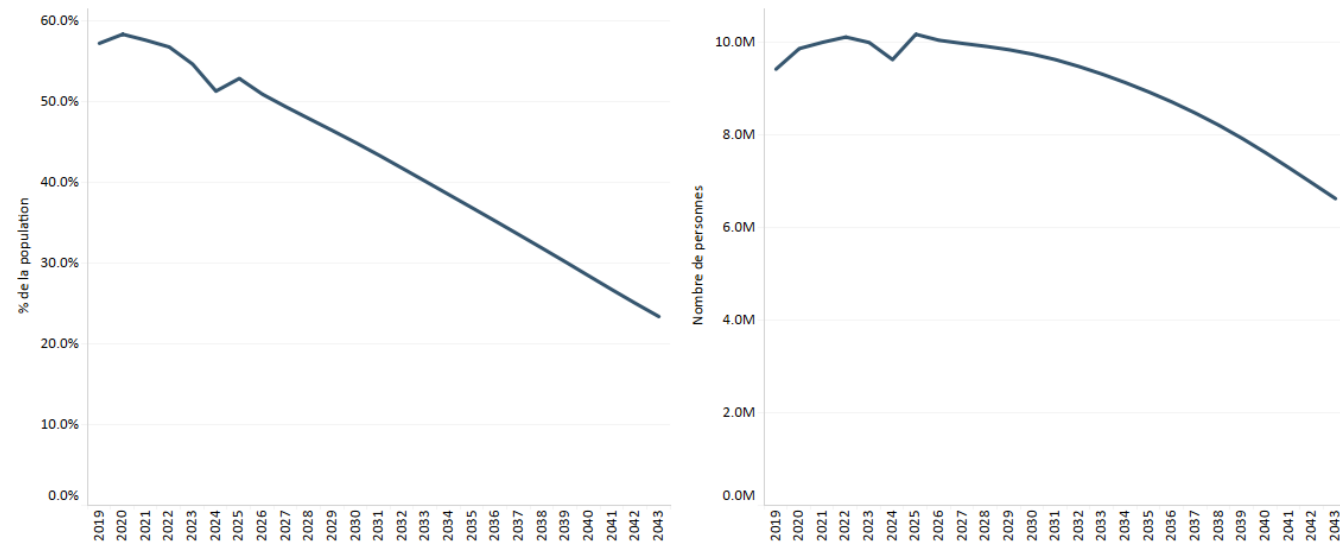


Le graphique 6 présente le PIB moyen par habitant depuis 1990 et les prévisions selon la trajectoire actuelle jusqu'en 2043.

Malgré ses limites, le PIB par habitant permet généralement de mesurer le niveau de vie et constitue l'indicateur le plus largement utilisé et accepté pour comparer le bien-être entre les pays. En parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant du Sénégal, de 3 546 dollars en 2019, est le septième plus faible PIB par habitant parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique et s'avère 89 % inférieur à la moyenne de 6 708 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce chiffre représente une amélioration de 36 % par rapport aux 2 609 dollars enregistrés en 1990. La hausse du PIB par habitant au cours de ces années est principalement due au taux de croissance économique moyen de 3,7 % qui dépasse le taux de croissance démographique moyen sur la période.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal connaîtra une amélioration considérable de son PIB par habitant due à la forte croissance économique prévue. D'ici 2043, son PIB par habitant devrait plus que doubler pour atteindre 7 239 dollars, ce qui le positionnerait au 12^e rang parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, soit cinq places au-dessus de son classement de 2019. À ce rythme, le PIB par habitant du pays ne sera inférieur que de 1 663 dollars à la moyenne de 8 902 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La hausse du PIB par habitant attendue au cours des 24 prochaines années est due aux perspectives de croissance économique élevées du Sénégal.

Graphique 7: Extrême pauvreté dans la trajectoire actuelle en pourcentage de la population et en nombre, 2019-2043



■ Sénégal

Source: IFS 7.84 initialisé à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD, données WDI et PovcalNet.

Le graphique 7 présente le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, également exprimé en pourcentage de la population.

En 2015, la Banque mondiale a adopté un montant de 1,90 USD par personne et par jour (aux prix de 2011 calculés sur la base du RNB), également utilisé pour mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1 visant à éradiquer l'extrême pauvreté. En 2022, la Banque mondiale a actualisé ce seuil de pauvreté international à 2,15 USD en dollars constants de 2017. Les seuils de pauvreté pour les différents groupes de pays ont également été revus comme suit :

3,20 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, désormais 3,65 USD en valeur de 2017.

5,50 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, désormais 6,85 USD en valeur de 2017.

22,70 USD pour les pays à revenu élevé. La Banque n'a pas encore annoncé le nouveau seuil de pauvreté en dollars de 2017 pour les pays à revenu élevé.

Cette étude utilise 1,90 USD et 3,20 USD.

Le Sénégal se classait au 170^e rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain en 2022, soit en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal utilise le seuil de 3,20 dollars pour mesurer l'extrême pauvreté. En 2019, 9,3 millions de Sénégalais, soit 57,3 % de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté de 3,20 dollars, ce qui est inférieur à la moyenne de 60,6 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. La pauvreté est plus répandue dans les zones rurales que dans les centres urbains. Environ 66 % des personnes résidant dans les zones rurales sont considérées comme pauvres, contre 25 % à **Dakar**. La pauvreté au Sénégal est également concentrée parmi les groupes ethniques minoritaires. Par exemple, des groupes ethniques comme les Pulaar et les Sareer courent un risque de pauvreté chronique de 83 % à 80 %.

Les causes profondes de la pauvreté au Sénégal incluent des taux de chômage élevés, une forte dépendance à l'égard du secteur agricole, des facteurs environnementaux et un accès limité aux services sociaux tels que les soins de santé et l'aide

sociale, en particulier dans les zones rurales. Les troubles civils, en particulier dans la région de la Casamance, et le manque d'inclusion financière sont d'autres facteurs sous-jacents du taux de pauvreté élevé dans le pays. Le travail des enfants et le manque d'éducation contribuent également à la pauvreté au Sénégal, tout comme l'ampleur du secteur informel et la faible qualification de la main-d'œuvre.

Pour lutter contre les forts taux de pauvreté, le gouvernement sénégalais a lancé le Programme national de bourses de sécurité familiale, qui vise à renforcer la résilience des citoyens les plus vulnérables face à la pauvreté chronique et aux chocs économiques. Le sous-développement du secteur agricole constitue cependant un frein important à la réduction de la pauvreté dans le pays. En effet, près de 75 % des personnes pauvres résident dans les zones rurales et dépendent de ce secteur pour leur subsistance.

En raison de la pauvreté, de nombreux Sénégalais émigrent vers d'autres pays à la recherche de meilleures perspectives économiques. Avec leur industrie pétrolière en plein essor, des pays comme la Libye et la Mauritanie ont été des destinations prisées par le passé. D'autres Sénégalais émigrent vers la France, l'Italie et l'Espagne en quête de meilleures opportunités.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal devrait parvenir à réduire la pauvreté plus rapidement que la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le taux de pauvreté s'établira ainsi à 23,4 % (l'équivalent de 6,6 millions de Sénégalais) d'ici 2043, soit environ 15 % en dessous de la moyenne de 38,3 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

Graphique 8 : Plan national de développement du Sénégal



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

**PLAN
NATIONAL
STRATÉGIQUE DE
DÉVELOPPEMENT
2019-2023**



Le Sénégal s'est doté d'un cadre de développement à long terme appelé Plan Sénégal émergent (PSE) qui s'étend de 2014 à 2035. Le PSE est une initiative de développement stratégique lancée par le gouvernement pour transformer l'économie du pays et promouvoir le développement durable. La vision globale du plan est de faire du Sénégal d'ici 2035 une économie émergente qui se caractérisera par un développement et une croissance inclusifs, associés à de meilleures conditions de vie. Les trois piliers s'articulent autour des éléments suivants :

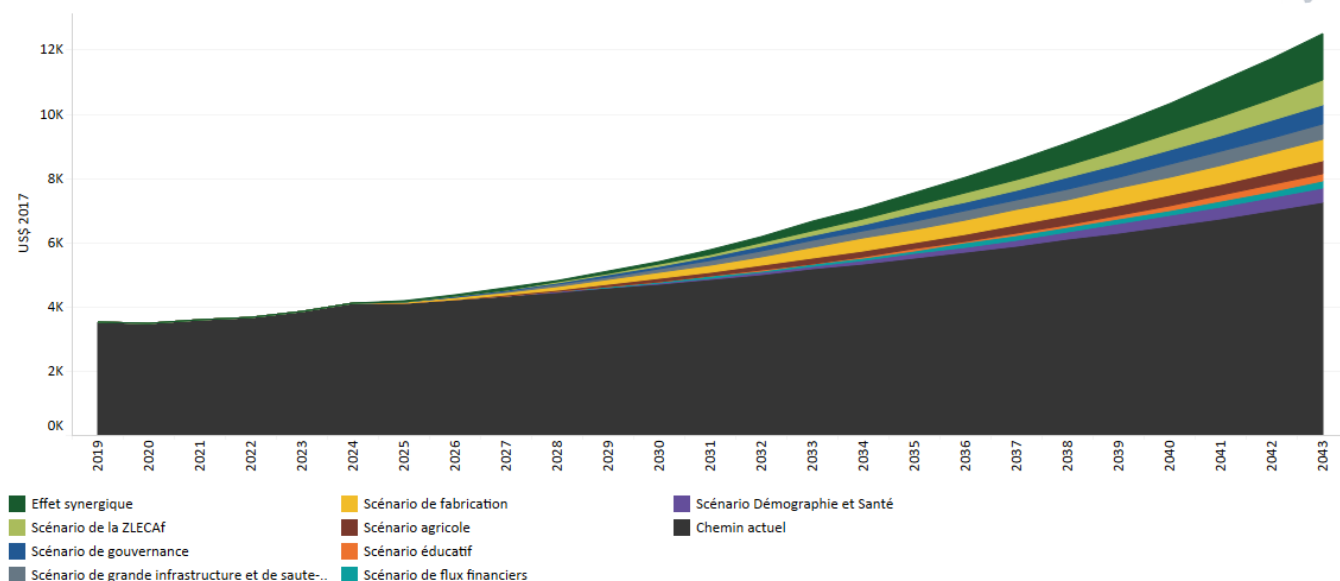
- 1) la transformation structurelle de l'économie
- 2) le capital humain, la protection sociale et le développement durable et
- 3) la réforme institutionnelle, la gouvernance et la sécurité.

Des secteurs clés sont identifiés, notamment l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière, l'énergie, le tourisme, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les [infrastructures](#). Le gouvernement a également mis en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès dans le cadre du plan afin d'assurer une mise en œuvre efficace.

Outre cette vision à long terme, le Sénégal dispose d'un plan de développement à moyen terme appelé Plan d'actions prioritaires (PAP) qui couvre la période de 2019 à 2023. Les priorités de développement de ce plan comprennent la transformation structurelle de l'économie et de la croissance, le capital humain, la protection sociale et le développement durable, ainsi que la gouvernance, la paix et la sécurité[x]. Dans le passé, le pays a également mis en œuvre d'autres plans à moyen terme tels que la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) de 2013 à 2017 et la Politique sectorielle de développement de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire de 2015 à 2020. Ces plans et stratégies visent à transformer l'économie, à améliorer le capital humain, à promouvoir la protection sociale et le développement durable, à assurer la bonne gouvernance et à renforcer le développement global du pays.

Comparaison de Scénarios

Graphique 29 : PIB par habitant selon la trajectoire actuelle et les scénarios, 2019-2043



Source: IFS 7.84 initialisé à partir des données du FMI

Le graphique 29 présente un graphique à aires empilées indiquant la contribution de chaque scénario au PIB par habitant. L'impact cumulé d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé, de meilleures infrastructures, etc. offre un avantage supplémentaire que nous appelons l'effet synergique.

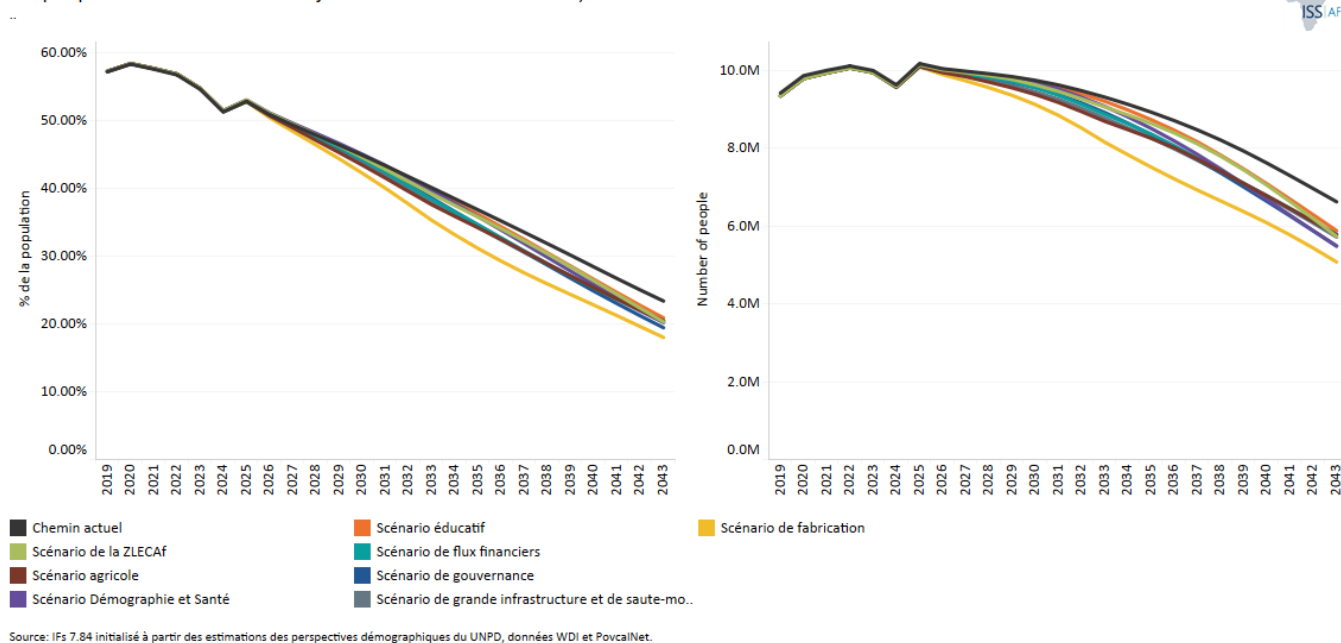
D'ici 2043, les scénarios qui auront le plus grand impact sur le PIB par habitant du Sénégal seront le scénario ZLECAF, suivi du scénario Industrialisation et du scénario Gouvernance. Dans le scénario ZLECAF, le PIB par habitant (PPA) du Sénégal atteindra 8 016 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 777,2 dollars (ou 10,7 %) par rapport aux projections de la trajectoire actuelle en 2043. Cela signifie que le Sénégal peut considérablement accroître son PIB par habitant s'il tire parti de la pleine mise en œuvre des accords commerciaux. L'impact important du scénario ZLECAF sur l'amélioration du niveau de vie au Sénégal n'est pas surprenant dans la mesure où les pays africains ont beaucoup d'avantages à commercer entre eux. Une zone de libre-échange régionale telle que la ZLECAF stimule l'ouverture commerciale, accélère la diffusion des technologies dans le pays et améliore ainsi la productivité et les activités d'innovation. Cela se traduit en fin de compte par une amélioration du bien-être, les ressources étant affectées à leur usage le plus productif, et par une baisse des prix à la consommation. Le libre-échange pourrait également accroître les exportations du Sénégal en ouvrant l'accès à un marché beaucoup plus vaste et en améliorant le secteur manufacturier du pays grâce à la concurrence, ce qui pourrait accélérer la croissance économique et générer plus d'emplois dans des secteurs clés.

Dans le scénario Industrialisation, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 918 dollars d'ici 2043. Il s'agit d'une augmentation de 623 dollars, soit 9,4 %, par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Pour l'économiste Nicolas Kaldor, l'industrie manufacturière est le moteur de la croissance économique (hypothèse du moteur de croissance de Kaldor). Il s'agit historiquement du plus grand pourvoyeur d'emplois car elle entretient des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs et transforme les structures de productivité dans l'ensemble de l'économie. Il n'est donc pas surprenant que le scénario Industrialisation conduise à une telle amélioration du PIB par habitant. Un secteur manufacturier solide joue donc un rôle crucial pour parvenir à une croissance durable et améliorer de façon significative le niveau de vie de la population au Sénégal.

Dans le scénario Gouvernance, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 846,9 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 8,4 % par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Ce scénario a donc la capacité de relever le PIB par habitant du pays de 558 dollars supplémentaires d'ici 2043. La bonne gouvernance et la stabilité

politique peuvent inspirer confiance aux investisseurs et attirer davantage d'IDE au Sénégal, ce qui peut conduire à la croissance. De même, une bonne gouvernance caractérisée par un respect de l'état de droit, une réduction de la corruption et une amélioration de la transparence et de la responsabilité peut accélérer la croissance économique. Si le Sénégal parvient à préserver la paix et la sécurité et à promouvoir une bonne gouvernance, il sera sur la voie d'une croissance économique durable.

Graphique 30: Pauvreté sur sa trajectoire actuelle et scénarios, 2019-2043



Le graphique 30 présente l'impact de chaque scénario sur l'extrême pauvreté d'ici 2043.

Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction de l'extrême pauvreté au Sénégal. Avec ce scénario, le nombre de personnes pauvres devrait diminuer à 5,1 millions (soit 18 % de la population), par rapport aux prévisions actuelles de 6,6 millions de personnes (22,8 %) d'ici 2043. Cela signifie qu'une industrialisation agressive, soutenue par des mesures de protection sociale telles que les transferts sociaux, a le potentiel de réduire l'extrême pauvreté au Sénégal.

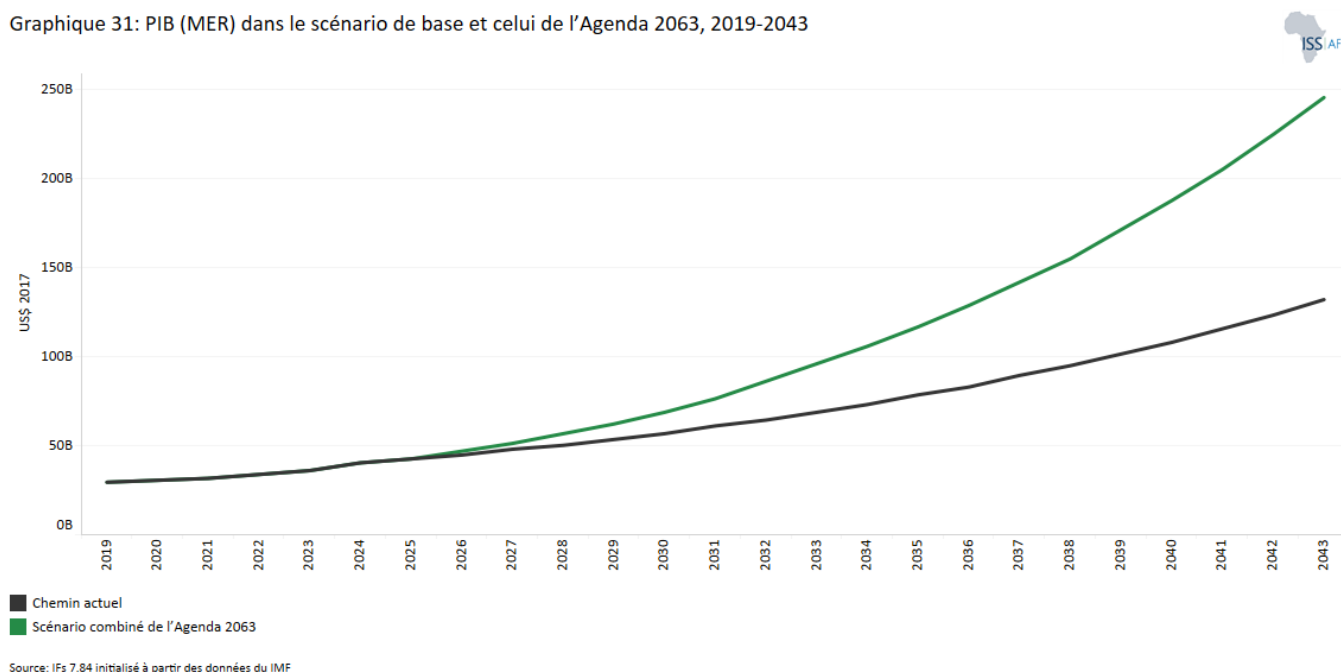
C'est le scénario Gouvernance qui a le deuxième plus grand impact sur la réduction de la pauvreté au Sénégal. Avec lui, 5,5 millions de personnes devraient vivre dans une extrême pauvreté d'ici 2043, soit 19,5 % de la population. Ce chiffre sera inférieur de 3,4 points de pourcentage aux prévisions actuelles et équivalra à une réduction d'environ 1,1 million de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Une meilleure gouvernance garantit que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace pour répondre aux besoins des populations, au lieu d'être détournées vers les poches de certaines personnes, ce qui aura un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.

Dans le scénario Démographie et santé, 20,2 % de la population sénégalaise devrait vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2043, ce qui en fait le scénario ayant le troisième impact le plus important sur la réduction de la pauvreté. Avec ce scénario, l'extrême pauvreté sera inférieure de 3,2 points de pourcentage aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Cette réduction de l'extrême pauvreté découle de la baisse du taux de fécondité et de la diminution de la population du Sénégal, ainsi que de l'augmentation de la survie infantile et d'un meilleur accès aux soins de santé par rapport à la trajectoire actuelle.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de personnes pauvres au Sénégal diminueront de

manière significative. D'ici 2043, environ 863 000 personnes vivront dans l'extrême pauvreté, soit seulement 3,2 % de la population. Par rapport à la trajectoire actuelle, 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient ainsi sortir de la pauvreté d'ici 2043. Cela équivaut à une baisse de 20,2 points de pourcentage par rapport au taux de 23,4 % prévu d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. En outre, la proportion projetée de personnes pauvres au Sénégal dans le scénario combiné Agenda 2063 sera inférieure de 35 points de pourcentage à la moyenne (38,3 %) des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2043.

Graphique 31: PIB (MER) dans le scénario de base et celui de l'Agenda 2063, 2019-2043



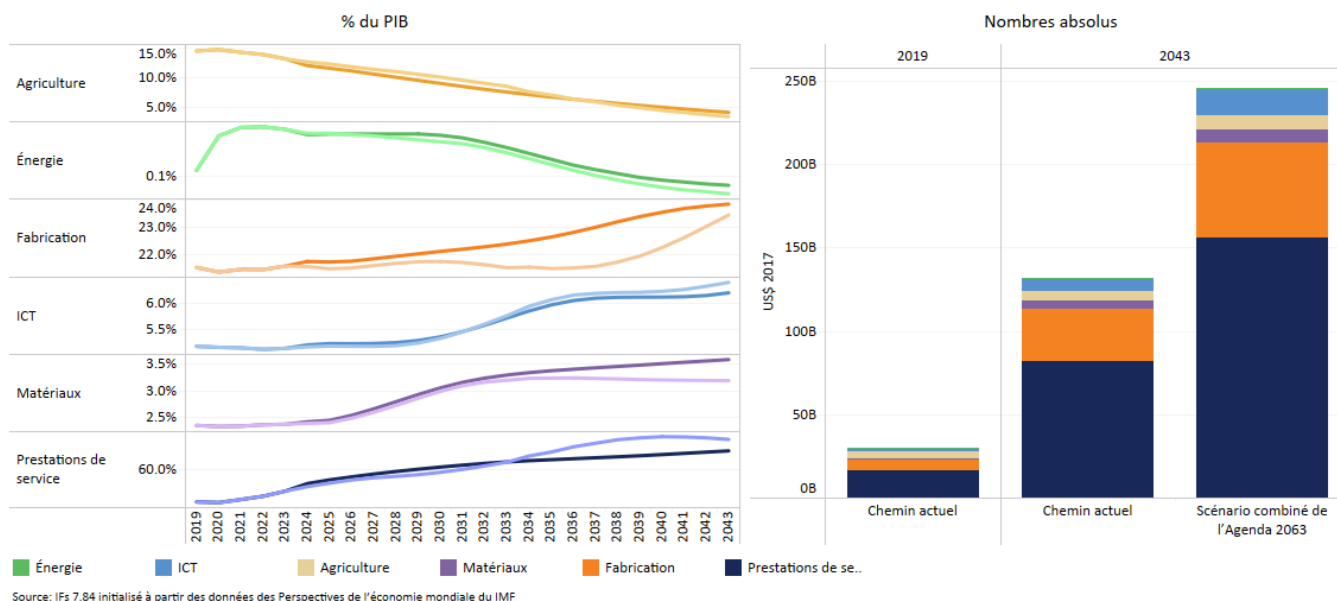
Le graphique 31 compare la taille de l'économie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063 en taux de change du marché.

Le scénario combiné Agenda 2063 associe les huit scénarios sectoriels, à savoir les scénarios Gouvernance, Démographie et santé, Éducation, Infrastructures et bond en avant, Agriculture, Industrialisation, ZLECAf et Flux financiers.

Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars dans le scénario combiné Agenda 2063, soit une augmentation de 729 % entre 2019 et 2043. Ce chiffre dépassera les prévisions selon la trajectoire actuelle de 132 milliards de dollars. Le scénario combiné Agenda 2063 permettra ainsi d'accroître le PIB du Sénégal de 113,7 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2043, soit une hausse de 86 % par rapport à la trajectoire actuelle.

De même, dans le scénario combiné Agenda 2063, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 12 502 dollars d'ici 2043. Cela représente une augmentation de 5 263 dollars, soit 73 %, par rapport à la projection de 7 239 dollars selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 pourrait donc améliorer considérablement le niveau de vie de la population sénégalaise. Le PIB par habitant projeté dans ce scénario sera de 3 600 dollars, soit 40,4 % de plus que la moyenne prévue selon la trajectoire actuelle pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique d'ici 2043. La croissance économique colossale projetée dans le scénario combiné Agenda 2063 indique qu'une initiative de développement intégrée dans tous les secteurs est le meilleur moyen de parvenir à une croissance et à un développement inclusifs et durables au Sénégal.

Graphique 32: Valeur ajoutée par secteur dans le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

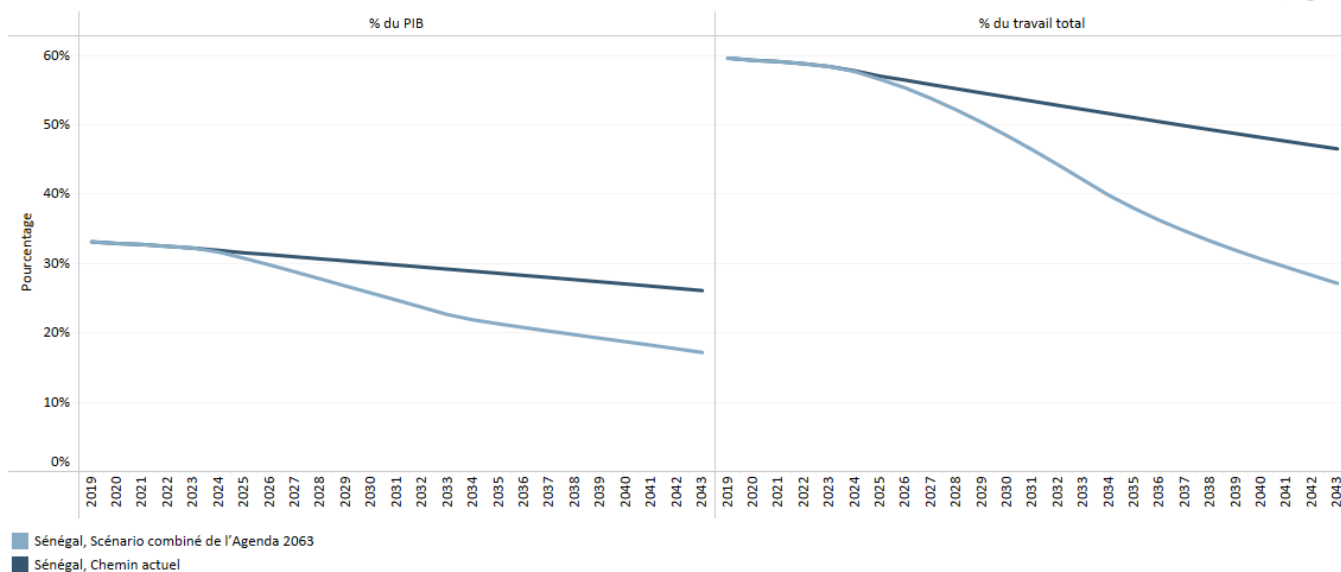


Le graphique 32 présente l'évolution de la structure de l'économie, en comparant les prévisions selon la trajectoire actuelle avec le scénario combiné Agenda 2063 de 2019 à 2043.

La plateforme IFs utilise les données du GTAP pour classer l'activité économique en six secteurs : l'agriculture, l'énergie, les matériaux (y compris l'exploitation minière), l'industrie manufacturière, les services et les technologies de l'information et de la communication (TIC). La plupart des autres sources utilisent une distinction entre trois secteurs seulement (l'agriculture, l'industrie et les services), de sorte que les données peuvent différer.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le secteur des services sera toujours le principal contributeur au PIB avec une part de 63,4 % (évaluée à 155,7 milliards de dollars) d'ici 2043, soit légèrement plus que la contribution de 62,1 % prévue selon la trajectoire actuelle (évaluée à 81,9 milliards de dollars). Le secteur manufacturier restera le deuxième contributeur au PIB d'ici 2043, avec une part de 23,5 % (équivalente à 57,6 milliards de dollars). La part du secteur agricole diminuera légèrement à 3,5 % (correspondant à 8,6 milliards de dollars), contre 4,2 % (environ 5,5 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle en 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la part des secteurs des TIC et des matériaux augmentera plus que selon la trajectoire actuelle pour atteindre respectivement 6,4 % et 3,6 %, même si la part du secteur de l'énergie devrait passer en dessous de la trajectoire actuelle pour atteindre 0,7 %.

Graphique 33: La taille du Secteur informel en % du PIB sur la trajectoire actuelle et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

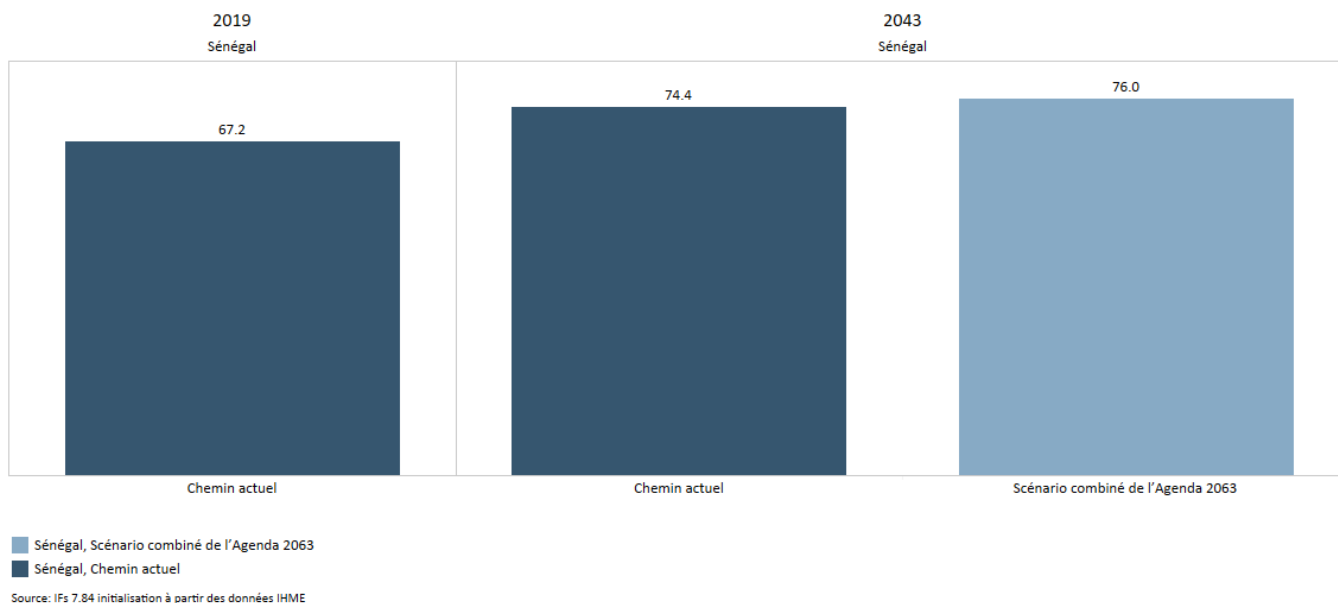


Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 33 présente la taille du secteur informel en pourcentage du PIB et la taille de la main-d'œuvre informelle. Les données sur la contribution du secteur informel sont souvent des estimations et doivent être traitées avec prudence.

D'ici 2043, le secteur informel au Sénégal ne représentera plus que 17,2 % du PIB, même si sa valeur absolue atteindra 42,2 milliards de dollars. À ce rythme, la taille de l'économie informelle sera inférieure aux 26,1 % prévus (évalués à 34,4 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle et inférieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique, soit 26,1 %. La taille de la main-d'œuvre informelle diminuera également au Sénégal. D'ici 2043, les personnes travaillant dans le secteur informel seront 1,7 million de moins dans le scénario combiné Agenda 2063 qu'en suivant la trajectoire actuelle. La main-d'œuvre informelle représentera alors 27,1 % de la main-d'œuvre totale dans le scénario combiné Agenda 2063, au lieu de 46,5 % selon la trajectoire actuelle, ce qui reflète l'amélioration attendue de la capacité de l'État grâce à l'augmentation des recettes fiscales.

Graphique 34: Espérance de vie selon le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063 , 2019-2043

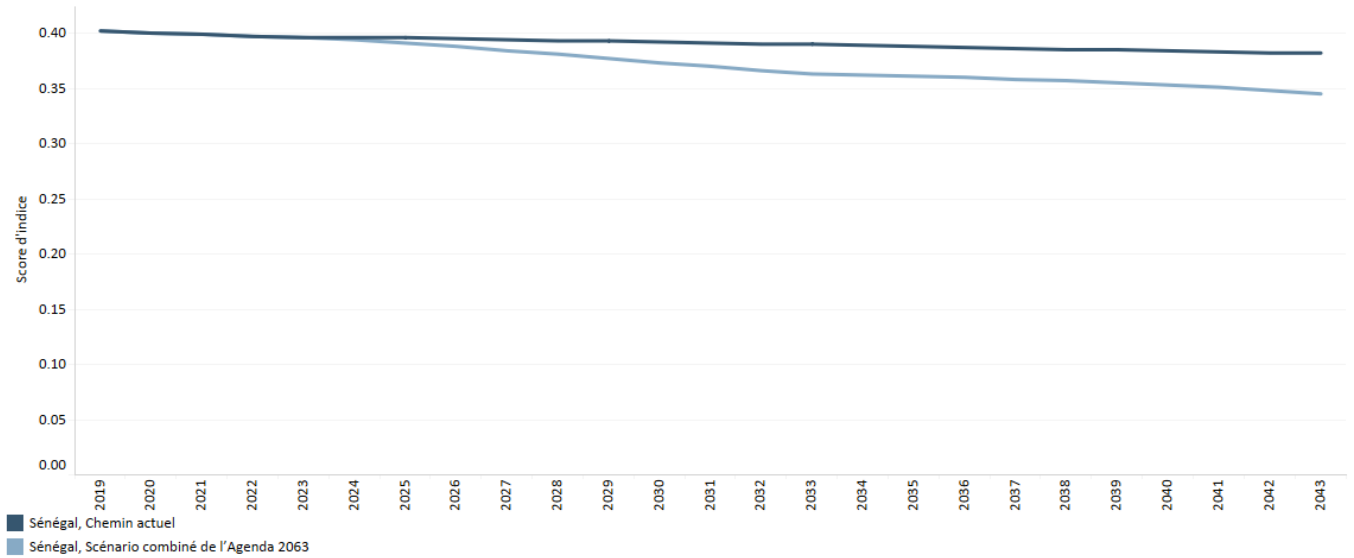


Le graphique 34 compare l'espérance de vie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

La qualité du système de santé d'un pays peut être évaluée à l'aide d'indicateurs tels que l'espérance de vie, la mortalité maternelle et la mortalité infantile. L'espérance de vie mesure la durée de vie moyenne des individus dans le pays. En 2019, l'espérance de vie moyenne d'un Sénégalais était de 67,2 ans, ce qui correspond à peu près à la moyenne de 67,6 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Les femmes au Sénégal vivent en moyenne 3,3 ans de plus que les hommes, soit 68,9 ans contre 65,6 ans.

Selon la trajectoire actuelle, l'espérance de vie atteindra 74,5 ans d'ici 2043, ce qui sera légèrement supérieur à la moyenne de 73 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Dans le scénario combiné Agenda 2063, l'espérance de vie devrait atteindre 76,1 ans d'ici 2043, soit environ deux ans de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle du pays. Les femmes devraient vivre à peu près quatre ans de plus que les hommes d'ici 2043, ce qui est en accord avec les tendances mondiales.

Graphique 35: Gini national dans la trajectoire actuelle et scénario combiné de l'Agenda 2063, 2019-2043



Source: IFs 7.84 initialisation à partir des données WDI

Le graphique 35 compare le coefficient de Gini selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

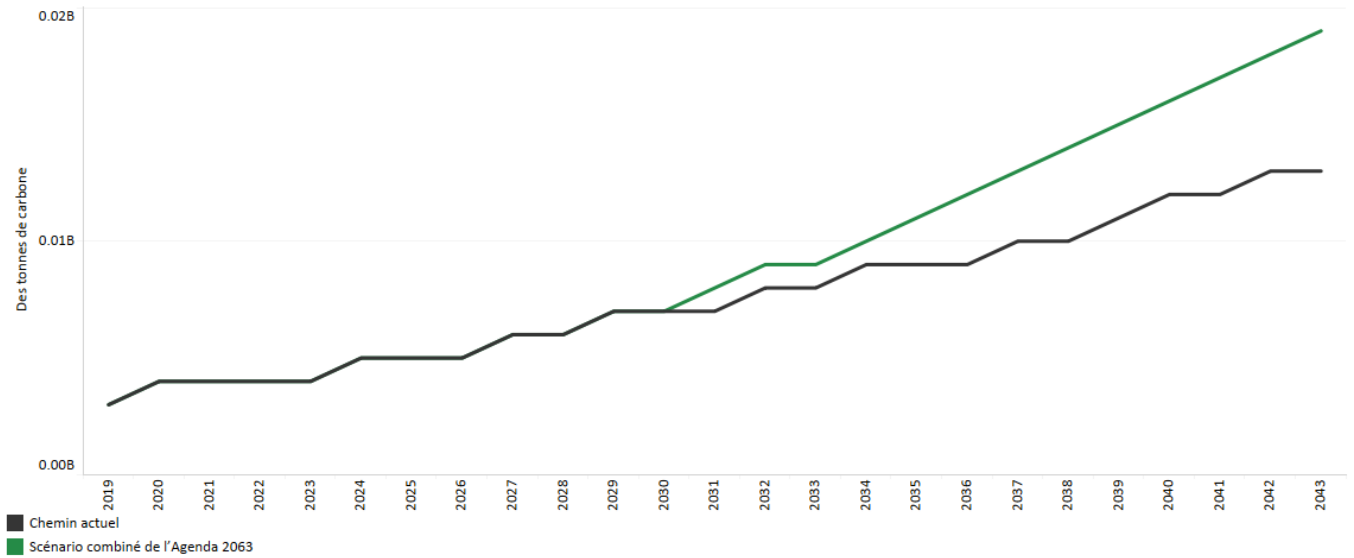
De fortes inégalités de revenus ont de nombreux effets négatifs, notamment un effondrement de la structure et de la cohésion sociales, qui peut entraîner une instabilité. Le coefficient de Gini est la mesure standard du niveau d'inégalité dans un pays[x]. Historiquement, les inégalités au Sénégal sont inférieures à la moyenne des pays appartenant à la même catégorie de revenu en Afrique.

En 2019, le coefficient de Gini du Sénégal était de 0,40, contre une moyenne de 0,50 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Cela en fait le septième pays le moins inégalitaire parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Selon la trajectoire actuelle, les inégalités de revenus au Sénégal devraient diminuer avec un coefficient de Gini de 0,38 d'ici 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la réduction à long terme des inégalités au Sénégal sera plus rapide que dans le scénario de base avec un coefficient de Gini de 0,34 d'ici 2043. La croissance économique sera donc plus inclusive dans le scénario de combiné.

Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction des inégalités de revenus au Sénégal, suivi des scénarios Éducation et Agriculture. Cela indique que pour les autorités sénégalaises, le moyen le plus rapide de réduire les inégalités de revenus est de procéder à des transferts sociaux et à des investissements dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture.

Graphique 36: Émissions de CO₂ sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043

Millions de tonnes de carbone (attention, pas d'équivalent CO₂)



Source: IFs 7.84, initialisation à partir des données du Centre d'analyse des informations sur le dioxyde de carbone

Le graphique 36 compare les émissions de carbone selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

Le dioxyde de carbone (CO₂), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) ayant des masses moléculaires différentes, la plateforme IFs se fonde sur le carbone. De nombreux autres sites et calculs utilisent l'équivalent CO₂.

Comme la plupart des pays africains, le Sénégal émet très peu de carbone, en comparaison avec les grands émetteurs du continent tels que l'Afrique du Sud. Cela s'explique en partie par le sous-développement du secteur manufacturier dans le pays. En 2019, le Sénégal a rejeté environ 3,4 millions de tonnes de carbone provenant de l'utilisation de combustibles fossiles, ce qui reflète les faibles niveaux d'émissions de carbone dans le pays. Cela en fait le 15^e émetteur de carbone en Afrique et le 11^e émetteur parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

La déforestation est l'une des principales sources d'émissions de carbone dans le pays. Pour atténuer ce phénomène et favoriser une gestion durable des terres, le Sénégal a développé des programmes de reboisement. Afin d'enrayer la désertification et de stocker du carbone, l'initiative de la « Grande Muraille verte » prévoit également de planter des dizaines de milliers d'hectares d'arbres dans tout le Sahel, y compris au [Sénégal](#). Les émissions de carbone du Sénégal sont aussi influencées par l'industrie des transports. Le gouvernement a mis en place des politiques pour soutenir les modes de transport respectueux de l'environnement, en investissant notamment dans les transports publics et en encourageant l'utilisation de véhicules électriques[x].

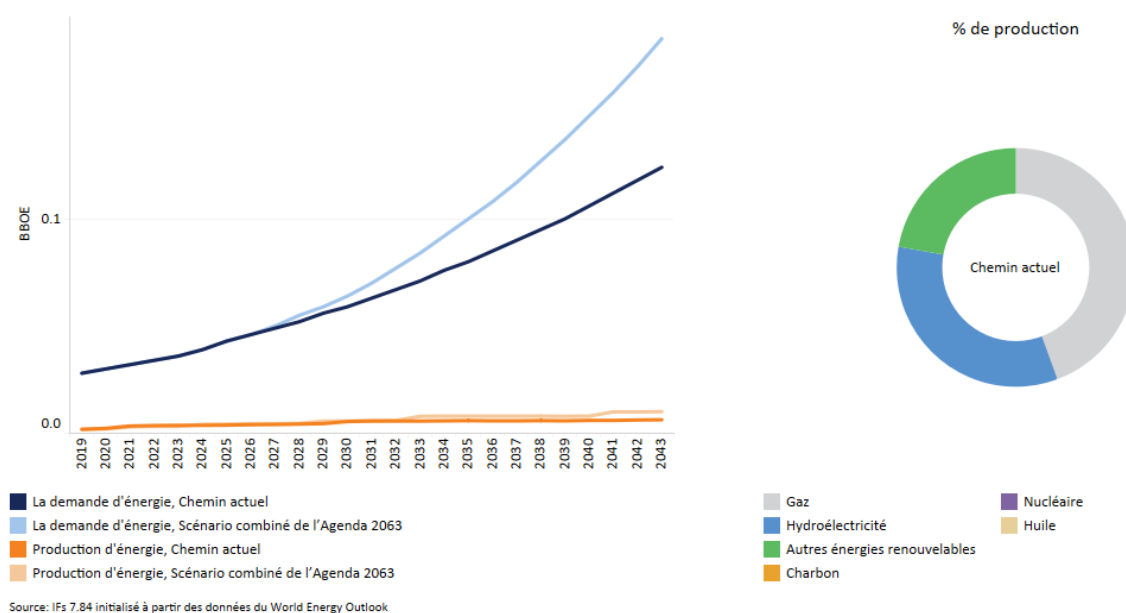
Le gouvernement travaille également avec des groupes comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour mener à bien des projets liés au climat et obtenir des financements en faveur des mesures de développement durable[x]. Malgré ces initiatives, le Sénégal est confronté à des difficultés pour réduire ses émissions de carbone du fait de l'augmentation de la population, de l'urbanisation et du développement économique. Cependant, l'engagement du gouvernement en faveur du développement durable et des énergies renouvelables, ainsi que l'aide extérieure, laissent présager un avenir prometteur pour les efforts du pays visant à lutter contre le changement climatique et à réduire les émissions de carbone[x].

Selon la trajectoire actuelle, les émissions de carbone provenant des combustibles fossiles devraient plus que quadrupler pour atteindre 13,5 millions de tonnes d'ici 2043 par rapport au faible niveau de 2019. Les scénarios ZLECAF et

Industrialisation sont les plus émetteurs de carbone car ils impliquent une fabrication intensive de produits manufacturés d'entrée de gamme qui entraînera une consommation accrue de combustibles fossiles. Les scénarios les moins émetteurs de carbone au Sénégal sont les scénarios Démographie et santé et Éducation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, les émissions totales de carbone du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes, soit 46,2 % de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 et la réalisation d'un développement économique durable se feront au prix d'une augmentation des émissions de carbone au Sénégal, bien que le processus soit relativement lent. Cependant, le pays peut compter sur son immense potentiel en matière d'énergies renouvelables pour continuer d'avancer sur la voie d'un développement vert.

Graphique 37: Production d'énergie par type dans le scénario de base et le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043



Le graphique 37 compare la production d'énergie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063. Il effectue la distinction entre six types de sources : le pétrole, le gaz, le charbon, l'hydroélectricité, le nucléaire et les autres énergies renouvelables. Les données sont converties en milliards de barils équivalents pétrole (MBEP) pour permettre les comparaisons entre différentes sources. L'énergie produite peut être destinée à un usage domestique ou à l'exportation.

Selon les prévisions de la plateforme IFs, l'énergie totale produite au Sénégal en 2019 équivalait à 900 000 BEP. La principale source d'énergie au Sénégal est le gaz, suivi de l'hydroélectricité et des autres énergies renouvelables. En 2019, la quantité totale de gaz produite dans le pays s'élevait à 400 000 MBEP, soit 44,4 % de la production totale d'énergie. Le Sénégal souhaite augmenter sa capacité de production d'énergie renouvelable tout en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles, notamment grâce à son immense potentiel de production d'énergie solaire et éolienne. Pour y parvenir, le pays a investi dans des projets hydroélectriques, éoliens et solaires. Le Plan Sénégal émergent vise à ce que 30 % de l'énergie nationale provienne de sources renouvelables d'ici 2030. Pour aider les entreprises qui proposent des systèmes de refroidissement fonctionnant à l'énergie solaire, le gouvernement a également développé des programmes tels que « Scaling Up Renewable Energy (SURE) Senegal ». Le gouvernement a également exonéré de taxes douanières tous les kits d'énergie solaire destinés à l'éclairage, aux pompes à eau et au chauffage de l'eau afin de promouvoir les énergies renouvelables.

D'ici 2043, la quantité totale de gaz produite devrait presque quadrupler pour atteindre 1,5 million de BEP, sa part augmentant légèrement pour atteindre 45,5 % de la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. La production

hydroélectrique représentait 33,3 % (équivalent à 300 000 BEP) de la production totale d'énergie en 2019, mais devrait diminuer rapidement pour s'établir à environ 9,1 % (évaluée à 300 000 BEP) en 2043 selon la trajectoire actuelle. Cette évolution peut être attribuée en partie au faible investissement dans l'énergie hydroélectrique. La production d'autres énergies renouvelables est actuellement estimée à 22,2 % de la production totale et devrait augmenter rapidement pour constituer 45,5 % de la production totale d'énergie (1,5 million de BEP) d'ici 2043, selon les prévisions du scénario de base.

La demande totale d'énergie (28 millions) a largement dépassé la production totale au cours de la même période. Selon la trajectoire actuelle, la demande énergétique excédentaire équivaudra à 120,7 millions de BEP d'ici 2043. Si cette situation persiste, le Sénégal dépendra donc fortement des importations d'énergie pour réaliser ses objectifs d'industrialisation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, la demande énergétique au Sénégal grimpera à 185 millions de BEP, soit 60 millions de BEP de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. Même si la production totale d'énergie de 1,7 million de BEP dans le scénario combiné sera supérieure de 19,5 millions de BEP aux prévisions selon la trajectoire actuelle, elle restera nettement inférieure à la demande totale. En effet, d'ici 2043, la demande excédentaire en énergie de 179 millions de BEP sera 48,3 % supérieure aux projections selon la trajectoire actuelle.

La part des autres énergies renouvelables dans la production totale d'énergie du pays doublera pour constituer 60 % de la production totale d'énergie et devenir ainsi la principale source. Cela représentera 14,5 points de pourcentage de plus que sa contribution à la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. De même, la part du gaz dans la production totale avec le scénario combiné Agenda 2063 sera légèrement supérieure à sa contribution selon la trajectoire actuelle.

Annex

LISTE DES INTERVENTIONS SELON LE MODÈLE IFs

Toutes les interventions s'étendent de 2024 à 2033 et sont ensuite maintenues à ce niveau jusqu'en 2043, sauf indication contraire.

Nom et description	Interventions selon le modèle IFs 7.84	Benchmarking / justification / remarques
Taux de croissance (gdprext)	2022=4,7 2023=8,3, 2024=10,6	Ajustement de la trajectoire actuelle sur la base des récentes projections de croissance du PIB du FMI pour le Sénégal, en tenant compte des perspectives pétrolières et gazières.
Scénario Gouvernance		
Améliorer la démocratie (democm)	Interpoler de 1 à 1,2	Le score du Burkina Faso a augmenté de 60 % entre 2012 et 2017. De même, le score du Kenya a augmenté

		de 36 % entre 2001 et 2013.
Liberté économique (econfreem)	À 1,12	Indicateur de la présence d'institutions économiques fortes, qui jouent un rôle essentiel dans la réussite d'une politique industrielle. Le score de liberté économique du Bangladesh a augmenté de 42,7 % entre 1990 et 2010. Le score du Kenya a augmenté de 38,6 % entre 1990 et 2007.
Améliorer l'autonomisation des femmes (gemm)	À 1,1	La Zambie a amélioré son score d'autonomisation des femmes de près de 57 % entre 1995 et 2009.
Réduire la corruption (govcorruptm)	À 1,15	Le score du Sénégal a augmenté de 25 % entre 2012 et 2020.
Qualité des réglementations publiques (govregqualm)	À 1,15	
Accroître l'efficacité de la gouvernance (goveffectm)	À 1,15	Le Rwanda a augmenté son score d'efficacité gouvernementale de 54,1 % entre 2002 et 2012. Le score du Kenya a augmenté de 22,2 % entre 2005 à 2015.
Réduire la probabilité d'une déliquescence de l'État (guerre civile) (sfintlwaradd)	À 0,4	-
Réduire la probabilité d'une déliquescence de l'État (ampleur d'une guerre civile) (sfintwarmagm)	À 0,8	
Réduire la probabilité d'un changement brusque de régime. (SFINSTABALL)	Afrique Valeur initiale en 2017 fixée à 0,05	
Réduire la probabilité d'une déliquescence de l'État due à l'instabilité (changement brusque de régime) (SFINSTABMAG)	Afrique Valeur initiale en 2017 fixée à 0,1	

Scénario Démographie et santé		
Augmenter l'utilisation de contraceptifs (contrusm)	Interpoler de 1 à 1,28	En Égypte, l'utilisation de contraceptifs a augmenté de 58,1 % entre 1984 et 1995 et de près de 100 % en 2003. Au Kenya, l'utilisation de contraceptifs a augmenté de 92,4 % entre 1984 et 1993.
Accroître la proportion de la population ayant accès à l'eau potable (watsafem)	À 1,25	Entre 2000 et 2010, l'accès à l'eau potable a augmenté de près de 59 % en Mauritanie.
Accroître la proportion de la population ayant accès à un assainissement amélioré (sanitationm)	À 1,2	Entre 2000 et 2010, l'accès à un assainissement amélioré a augmenté de 53 % au Cabo Verde.
Réduire le taux de mortalité maternelle (matmortratiom)	À 0,78	Entre 2005 et 2014, l'Angola a réduit la mortalité maternelle de plus de 100 %. Entre 1999 et 2010, le Kenya a réduit son taux de mortalité maternelle de 75 %.
Réduire le taux de mortalité infantile (hlmortcdchldm)	À 0,78	Entre 2000 et 2010, la mortalité infantile a diminué d'environ 68 % en Angola et de 43 % au Kenya.
Réduire le taux mortalité due au sida — hlmortm (AIDS)	À 0,85	Entre 1997 et 2007, le Kenya a réduit la prévalence du VIH de 50 % et la Côte d'Ivoire de 46 %.
Réduire le taux de mortalité due à la diarrhée — hlmortm	À 0,9	Entre 2000 et 2010, l'Angola a réduit les décès dus à la diarrhée de 182 %
Réduire le taux de mortalité due au paludisme —hlmortm	À 0,85.	Entre 2001 et 2011, la Tanzanie a réduit sa prévalence du paludisme de plus de 100 %. Entre 2000 et 2010, le Kenya a réduit l'incidence du paludisme de 100 %.

Réduire le taux de mortalité due aux infections respiratoires — hlmortm (respinfection)	À 0,9.	Entre 1993 et 2003, la Zambie a réduit son taux de mortalité due aux infections respiratoires de 50 %. Entre 2003 et 2013, le Kenya a réduit son taux de mortalité due aux infections respiratoires de 40 %.
Réduire le taux de mortalité due au diabète — hlmortm	À 0,9	Le Congo a réduit les décès dus au diabète de 33 % entre 1996 et 2006.
Réduire le taux de mortalité due à d'autres maladies transmissibles — hlmortm (OthCommumDis)	À 0,9	Entre 2009 et 2019, l'Angola a réduit de plus de 100 % son taux de mortalité due à d'autres maladies transmissibles.
Réduire le taux de mortalité due à d'autres maladies non transmissibles — hlmortm (OtherNonComm)	Interpoler de 1 à 0,75.	Entre 2009 et 2019, l'Angola a réduit de plus de 100 % son taux de mortalité due à d'autres maladies non transmissibles.
Réduire le taux de mortalité due à la malnutrition (malnchpsamm)	À 0,85.	Entre 1995 et 2005, la prévalence de la malnutrition a diminué de plus de 200 % en Algérie. Au Kenya, la malnutrition aiguë sévère a diminué de près de 127 % entre 2004 et 2014.
Scénario Éducation		
Accroître la proportion d'élèves au premier cycle de l'enseignement professionnel (edseclowrvocadd)	À 4	Entre 1998 et 2011, la part de l'enseignement professionnel dans le nombre total d'inscriptions a augmenté de 30 points de pourcentage (de 0,542 % à 30,53 %) en Angola.
Accroître la proportion d'élèves au deuxième cycle de l'enseignement professionnel (Edsecupprvocadd)	À 5	Entre 2003 et 2018, la part de l'enseignement professionnel dans le nombre total d'inscriptions a augmenté de 14 points de pourcentage (de 1,4 % à 15,4 %) à São Tomé et Príncipe.
Accroître la proportion d'étudiants en sciences et en ingénierie	À 5	Entre 2009 et 2019, la part des sciences et de l'ingénierie dans

(edtersciencshradd)		l'enseignement supérieur en Algérie a augmenté d'environ 10 points de pourcentage, passant de 20,43 % à 29,58 %.
Augmenter le taux d'admission dans l'enseignement primaire (total) (edpriintnm)	Pas d'intervention, le Sénégal atteint 100 % en 2032 selon la trajectoire actuelle de développement (scénario de base).	Entre 1996 et 2006, le Laos a augmenté son taux net de scolarisation des filles dans le primaire de 68,5 %. Entre 1999 et 2009, le Maroc a augmenté son taux net de scolarisation des garçons à l'école primaire de 49 %.
Augmenter le taux de rétention dans l'enseignement primaire (total) (edprisum)	À 1,12	Entre 1998 et 2016, São Tomé et Príncipe a augmenté son taux de rétention à l'école primaire de 44 % à 93 %.
Augmenter le taux de passage au premier cycle du secondaire (edseclowrtran)	À 1,1	La Côte d'Ivoire a augmenté son taux de passage au premier cycle du secondaire de 67 % à 93 % entre 2000 et 2014.
Augmenter le taux de passage au deuxième cycle du secondaire (edsecupprtranm)	À 1,1	Entre 2000 et 2012, les Comores ont augmenté leur taux de passage au deuxième cycle du secondaire de 63 % à 81 %.
Augmenter le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire (edseclowrgram)	À 1,18	Entre 2015 et 2019, le Laos a augmenté son taux d'achèvement du premier cycle du secondaire de 22 %.
Augmenter le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire (total) (edsecupprgram)	À 1,2	Entre 2015 et 2019, le taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires supérieures a augmenté de 29 % en Ouganda.
Augmenter le taux d'admission dans l'enseignement supérieur (total) (edterintm)	À 1,2	Entre 2000 et 2010, les inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur ont presque doublé en Ukraine. De même, les inscriptions dans les établissements d'enseignement

		supérieur ont plus que doublé au Maroc entre 2008 et 2018 et en Algérie entre 2007 et 2018.
Augmenter le taux d'achèvement de l'enseignement supérieur (edtergradm)	À 1,3	Entre 2001 et 2017, la proportion d'étudiants en sciences et en ingénierie parmi les diplômés de l'enseignement supérieur a plus que triplé au Maroc.
Améliorer la qualité de l'enseignement primaire (total) (edqualpriallm)	À 1,2	Entre 1995 et 2005, la qualité de l'enseignement primaire (score total aux tests) a augmenté de 31 % au Kenya.
Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire (total) (edqualsecallm)	À 1,2	Entre 2000 et 2005, la qualité de l'enseignement secondaire (score total aux tests) a augmenté d'environ 17 % au Maroc.
Réduire les inégalités de genre dans l'enseignement primaire (edprigndreqintn)	0 de 2017 à 2023 et 10 de 2024 à 2033, maintenir	Il s'agit de créer un gradient plus agressif et de rapprocher le taux de parité entre les sexes de l'objectif de 1 femme pour 1 homme à l'entrée à l'école primaire.
Réduire les inégalités de genre au premier cycle de l'enseignement secondaire (edseclowrgndreqtran)	0 de 2017 à 2023 et 10 de 2024 à 2033, maintenir	Il s'agit de créer un gradient plus agressif et de rapprocher le taux de parité entre les sexes de l'objectif de 1 femme pour 1 homme à l'entrée au premier cycle du niveau secondaire. La parité entre les sexes dans la scolarisation brute au premier cycle du secondaire sera atteinte d'ici 2034 au Mali.
Réduire les inégalités de genre au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (edsecupprgndreqtran)	0 de 2017 à 2023 et 10 de 2024 à 2033, maintenir	Il existe des inégalités de genre dans l'enseignement secondaire. Pour 100 garçons inscrits au premier cycle du niveau secondaire, il y a 72 filles. Il s'agit de créer un gradient plus agressif et de rapprocher le taux de parité entre les sexes de l'objectif de 1 femme pour 1 homme à l'entrée au deuxième cycle du niveau secondaire.

Réduire les inégalités de genre dans l'enseignement supérieur (edtergndreqint)	0 de 2017 à 2023 et 10 de 2024 à 2033, maintenir	Le nombre d'hommes inscrits dans l'enseignement supérieur est presque deux fois supérieur à celui des femmes au même niveau. On compte ainsi 50 femmes pour 100 hommes inscrits. Il s'agit de créer un gradient plus agressif et de rapprocher le taux de parité entre les sexes de l'objectif de 1 femme pour 1 homme à l'entrée dans l'enseignement supérieur. La parité entre les sexes dans la scolarisation brute au niveau de l'enseignement supérieur sera atteinte d'ici 2040 au Mali.
Scénario Agriculture		
Augmenter les rendements agricoles (ylm)	À 1,5	Entre 2006 et 2016, les rendements moyens agricoles ont augmenté d'environ 61,5 % au Népal.
Accès aux routes rurales (infraroadraitrgtval + infraroadraitrgtyr)	Condition initiale fixée à 90 en 2017	
Augmenter la part des terres agricoles irriguées (landirareaequipm)	À 1,15	Entre 2001 et 2012, la superficie des terres équipées pour l'irrigation a augmenté de près de plus de 100 % en Algérie.
Réduire le taux de perte de production agricole (aglossprodm)	À 0,85	Réduire les pertes de production agricole au point de production.
Réduire le taux de perte agricole du producteur au consommateur (aglosstransm)	À 0,85	Le manque d'infrastructures dans les zones rurales entraîne des pertes considérables lors du transport des produits agricoles du producteur au consommateur, estimées à environ 23 %.
Accroître le nombre de calories par habitant (total) (clpcm)	À 1,03	Entre 2009 et 2019, les calories par habitant ont augmenté de 37 % en Algérie.

Augmenter les prélèvements d'eau (sol) (waterwithdrawalm)	À 1,05	
Augmenter le taux de protection des forêts (forêt) forestm	À 1,02	L'Algérie a augmenté ses terres forestières de 12 % entre 2005 et 2015.
Scénario Industrialisation		
Augmenter les transferts sociaux du gouvernement aux ménages pauvres – govhhtrnwelm	À 1,3	
Améliorer la réglementation des affaires (govbusregindm)	À 0,85	
Augmenter les investissements dans le secteur manufacturier (idsm)	À 1,05	
Augmenter les activités de recherche et développement (total) (randdexpm)	À 1,2	
Augmenter les recettes publiques (govrevm)	À 1,1	
Augmenter le taux de participation au marché du travail (hommes et femmes) (labparm)	Hommes : à 1,15 Femmes : à 1,20	
Scénario Infrastructures et bond en avant		
Réduire le ratio coût d'investissement/production dans le secteur de l'énergie – qem- Q (OthRenew)	À 0,8	
Réduire le ratio coût d'investissement /production dans le secteur hydroélectrique (qem-hydro)	À 0,8	

Augmenter la production d'énergie hydroélectrique (enpm -hydro)	À 1,2	
Augmenter la production d'autres énergies renouvelables - enpm (OthRenew)	À 1,2	
Accroître le taux d'accès à l'électricité dans les zones urbaines - infraelecaccm (urban)	À 1 032	
Accroître le taux d'accès à l'électricité en milieu rural - infraelecaccm (rural)	À 1,2	
Réduire les pertes liées au transport et à la distribution de l'électricité (infraelectranlossm)	À 0,85	
Accroître l'accès à l'internet mobile (ictbroadmobilm)	À 1,2	
Réduire le coût de connexion à internet (ictbroadcostm)	À 0,8	
Accroître l'accès à l'internet haut débit fixe (ictbroadm)	À 1,5	
Augmenter la proportion de la population ayant accès à internet	À 1,2	
Augmenter la part des routes bitumées (Infraroadpavedpcntm)	À 1,1	
Réduire la contribution du travail informel à l'emploi (labinformshrm)	À 0,98	
Réduire l'informalité (gdpinformshrm)	À 0,89	
Scénario ZLECAf		

Réorientation des exportations due à la promotion de la part des produits manufacturés (xshift)	À 0,008	
XSM-Multiplicateur d'exportation – Agriculture	Interpoler de 1 à 1,22	
XSM-Multiplicateur d'exportation – Services	Interpoler de 1 à 1,2	
XSM-Multiplicateur d'exportation –TIC	Interpoler de 1 à 1,1	
XSM-Multiplicateur d'exportation – Matériaux	Interpoler de 1 à 1,1	
Augmenter la productivité (mfpadd)	De 0 en 2023 à 0,007 en 2033, maintenir	
XSM-Multiplicateur d'exportation – Énergie	Interpoler de 1 à 1,05	
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur –Mtariffaxrm (agriculture)	Interpoler de 1 en 2029 à 0,1 en 2042 (13 ans)	
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur –Mtariffaxrm (industrie manufacturière)	Interpoler de 1 en 2023 à 0,05 en 2033	
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur – Mtariffaxrm (énergie)	Interpoler de 1 en 2023 à 0 en 2033	
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur – Mtariffaxrm (services)	Interpoler de 1 en 2023 à 0 en 2033	
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur –	Interpoler de 1 en 2023 à 0 en 2033	

Mtariffaxrm (TIC)		
Multiplicateur de droits de douane à l'importation par pays et secteur -Mtariffaxrm (matériaux) -	Interpoler de 1 en 2023 à 0,01 en 2033 (10 ans)	
Scénario Flux financiers		
Accroître les envois de fonds par les migrants (xworkremitinm)	À 1,08	Les envois de fonds ont augmenté de plus de 200 % au Kenya et en Égypte entre 2006 et 2016.
Accroître l'aide publique au développement (étrangère) (aidrecm)	À 1,1	Entre 2006 et 2016, l'aide publique au Maroc a augmenté de près de 84 %.
Accroître les flux d'IDE vers le Sénégal (xfdistockm)	À 1,1	Entre 2000 et 2010, les flux d'IDE vers le Ghana en pourcentage du PIB ont plus que doublé.
Réduire les flux financiers illicites (xfdistoutm)	À 0,8	Les IDE ont augmenté de 21 % à Djibouti entre 2017 et 2021.
Accroître les investissements de portefeuille et les investissements étrangers, multiplicateur (xportfoliom)	À 2	Entre 2019 et 2019, l'Angola a réduit sa dette extérieure de 53,5 % (en pourcentage du PIB).

Donors and sponsors



Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

Cite this research

Enoch Randy Aikins (2024) Sénégal. Published online at futures.issafrica.org. Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/other/Senegal3/> [Online Resource] Updated 24 April 2024.

About the authors

Mr Enoch Randy Aikins joined the AFI in May 2021. Before that, Enoch was a research and programmes officer at the Institute for Democratic Governance in Accra. He also worked as a research assistant (economic division) with the Institute for Statistical Social and Economic Research at the University of Ghana. Enoch's interests include African politics and governance, economic development, public sector reform, poverty and inequality. He has an MPhil in economics from the University of Ghana, Legon.

About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.